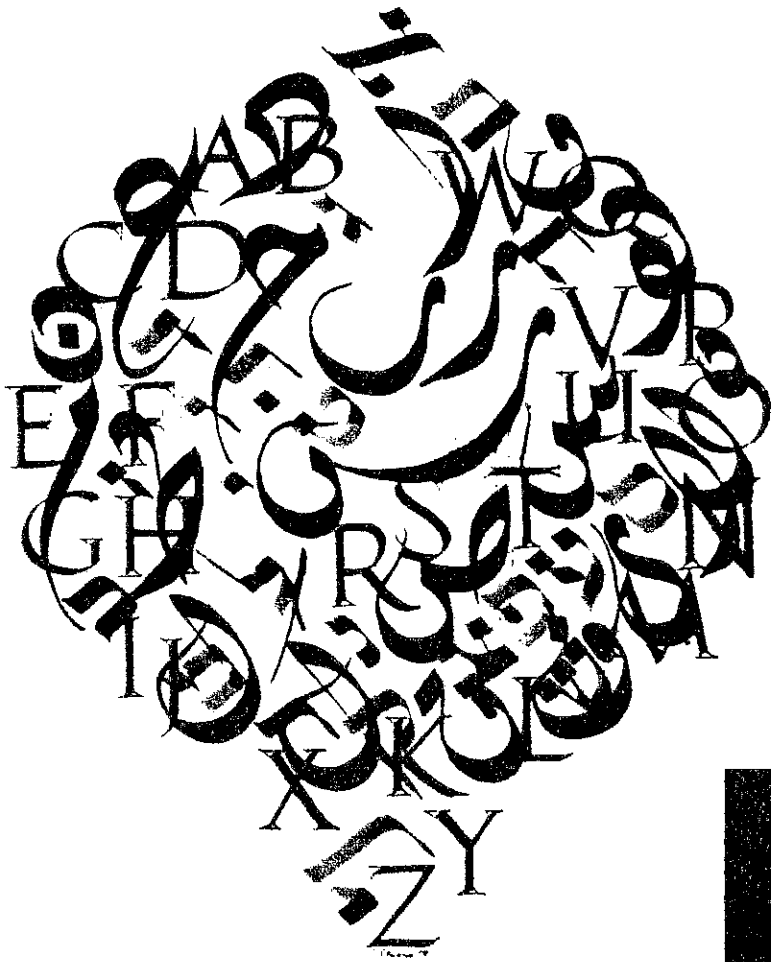


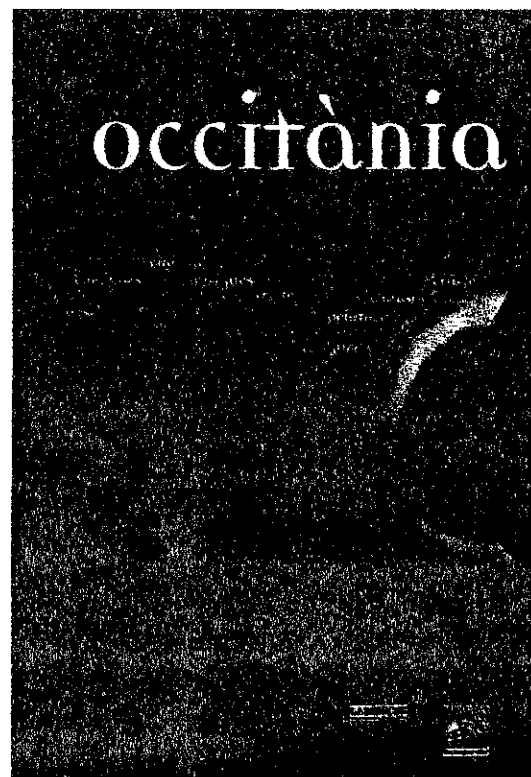
« Intégration et pluralité culturelle en France »

actes du débat



Ahsene Zehraoui

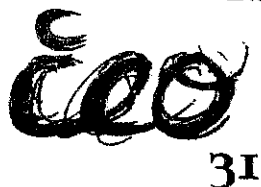
—
Philippe Martel



"Intégration et pluralité culturelle en France"

actes du débat organisé le 25 octobre 2002 dans le cadre de
"Bagatelle Tel Quel !", une soirée du Festival Occitània réalisée en collaboration avec
la Maison de Quartier de Bagatelle.

Avec les contributions de Philippe Martel, historien, Chargé de recherche au C.N.R.S.
(Université de Montpellier) et d'Ahsene Zehraoui, sociologue, Chargé de recherche au
C.N.R.S. (Laboratoire de sociologie de changement des institutions - L.S.C.I.).



INSTITUT D'ESTUDIS OCCITANS de la Haute-Garonne

I.E.O. 31

12 rue du faubourg Bonnefoy

F - 31500 TOULOUSE

tel/ fax 05.61.11.24.87 ✕ ieo.tolosa@libertysurf.fr

pages internet : <http://www.ieotolosa.free.fr>

Avantprepaus

Avant-propos

Le FESTIVAL OCCITÀNIA a pour objectif de faire connaître la création occitane dans tous les domaines et de dévoiler les liens qu'elle a avec le monde. Pour l'édition 2002, nous avons initié un cycle autour des ORIENTS d'OCCITÀNIE qui révèle ses liens particuliers avec l'Espagne d'Al-Andalú et l'ancien Comté de Tripoli tout en rebondissant sur les échanges actuels entre Nord et Sud de la Méditerranée.

Un festival ne doit pas se résumer à une programmation, il doit se mettre à l'écoute des réalités du lieu qu'il veut incarner et doit aussi être un moment de réflexion. Nous sommes soucieux de tout cela, et c'est en ce sens que nous avons entamé une collaboration avec la MAISON de QUARTIER de BAGATELLE qui nous a amenés à organiser ensemble la soirée "BAGATELLE TEL QUEL!". Nous devons remercier ici chaleureusement toute l'équipe de la MAISON de QUARTIER de BAGATELLE, et tout particulièrement son président, Monsieur Hafid EL ALAOUI, qui nous aidèrent à concevoir cette soirée et à la réaliser.

C'est ainsi qu'à 18 h 30, le débat "INTÉGRATION et PLURALITÉ CULTURELLE" ouvrit la soirée, lancé par les communications de l'historien Philippe MARTEL et du sociologue Ahsene ZEHRAOUI devant une assistance d'une bonne centaine de personnes. L'intérêt du public pour le débat fut tel qu'il dura jusqu'après 21 heures, heure à laquelle il nous fallut l'interrompre pour laisser place à la suite du programme : un buffet offert par la Maison de Quartier et un bal occitano-oriental.

Aujourd'hui, il nous semble intéressant d'écrire les actes du débat, que nous avons enregistré, car sa thématique est un sujet qui travaille en profondeur la société française toute entière. C'est une contribution, une photographie peut-être, tant les avis exprimés sont divers. La nature orale du débat en rend, parfois, la lecture malaisée, mais l'essentiel demeure toujours très compréhensible.

Quoi qu'il en soit, la France éprouve des difficultés à reconnaître sa diversité culturelle historique, et ce n'est pas le refus récent du

Lo FESTENAL OCCITÀNIA ten coma prètzi de far conéisser la creacion occitana dins totis l domenis e de desvelar los ligams qu'a ambe mond. Per l'edicion 2002, avèm iniciat un cic alentorn dels ORIENTS d'OCCITÀNIA qu revelan los ligams particulars ambe l'Espanh d'Al-Andalós e l'ancien Comtat de Tripòli en t rebombir suls escambis actuals entre Nòrd e Su de Mediterranèa.

Un festenal non se deu resumir a una programacion, se deu fargar a l'escota de las realitats del luòc que vòl incarnar e tanplan deu ésser un moment de soscada. D'aquò ne sèr preocupats, e es sus aquesta dralha qu'avèm engimbrat una collaboracion ambe la MAISON de QUARTIER de BAGATELLE que nos menèt amassa a l'organizacion de la serada "BAGATELLE TEL QUEL!".

Nos cal mercejar aquí calorosament tota la còla de la MAISON de QUARTIER de BAGATELLE, e particularament lo sieu president lo sénher Hafid EL ALAOUI que nos ajudèron de concebre aquesta serada e de la realizar.

Atal a 18 oras 30, lo debat "INTEGRACION e PLURALITAT CULTURALA" dobriguèt la serada e foguèt aviat per de comunicacions de l'historian Felip MARTEL e del sociològ Ahsene ZEHRAOUI davant una assisténcia d'un bon centenat de personas. L'interés del public pel debat foguèt tal que durèt fins a mai de 21 oras ont nos calguèt acabar per daissar la resta de la serada se debanar ambe una taulejada ofèrta per la Maison de Quartier e un balèti occitano-oriental.

Uèi, nos pareis interessant d'escriure los actes del debat qu'inregistrèrem que la siá tematica es un subjècte que trabalha en prigondor la societat francesa tota sancèra. Es una contribucion , una fotografia benlèu tant los vejaires exprimits son diversès. La natura orala del debat fa, a vegadas, lo legir malaisit, mas çò essencial demòra tostemps de bon comprene.

Que que ne siá, França a una dificultat a reconéisser la siá diversitat culturala istorica, e es pas lo refus recent del Parlament de reconéisser las lengas de França dins la Constitucion qu'o contradirà. Las culturas eissidas de l'imigracion enduran un procediment similar. La question es

Parlement de reconnaître les langues de France dans la Constitution qui le contredira. Les cultures issues de l'immigration subissent un processus similaire. La question est de savoir si c'est une bonne chose, s'il est encore possible de nier la réalité plurielle, s'il est dans l'intérêt de notre pays de garder une telle attitude enracinée dans la peur de l'autre au moment même où nous prêchons la défense de la diversité culturelle au niveau international. Ne serait-il pas plus intelligent d'imaginer quelque chose d'autre, un nouveau chemin entre système français actuel et système anglo-saxon de nature communautariste ? C'est évidemment un sujet à approfondir, nous y reviendrons !

Jean-Paul Bécvort, directeur artistique du Festival Occitània.

Toulouse, le 25 février 2003

de saber s'es una bona causa, s'es encara possible de negar la realitat plurala, s'es l'interés del nòstre país de gardar un anar semblable enrasigat dins la páur de l'autre al meteis temps ont presicam la defensa de la diversitat culturala al nivèl internacional, se non seriá pas mai intelligent d'imaginar quicòm mai, un camin nòu entre sistema francés actual e sistema anglo-saxon de natura comunautarista ? Evidentament es un subjècte que cal espedidar, i tornarèm !

Joan Pau Bécvòrt, director artistic del Festenal Occitània.

Tolosa, lo 25 de febrìer de 2003

Jean-Paul Becvort

Bonsoir à tous, adissiatz a totis. Je vais faire une petite introduction par rapport à cette soirée. D'abord, préciser que le festival *Occitània, les Orients d'Occitanie* va s'achever en termes de spectacles vivants mercredi 30 avec la Compagnie Vieussens. Ce soir, en plus du débat suivra une soirée conviviale avec des musiques occitanes et orientales. Demain soir, vous aurez à Ramonville St Agne une rencontre Ragga Hip-hop avec deux groupes superbes : un groupe de Montpellier, *Mauresca Fracas Dub*, qui chante en occitan et en français de temps en temps, les *Jam Session Bandia*, qui fait la même chose en arabe et en français. Lundi, une belle soirée poésie, poésie berbère avec Sassi Demani, qui est un berbère libyen exilé en France depuis vingt ans et poésie occitane avec Serge Pey, Olivier Lamarque, soirée ponctuée par une grande voix de l'Occitanie qui est Rosine de Pèira. Mercredi, une rencontre jazz, où la Gascogne jasse avec l'Afrique, avec des instruments traditionnels. C'est très intéressant, c'est la Compagnie Vieussens, qui travaille avec des musiciens sénégalais hors pair, qui va nous faire un merveilleux spectacle à Colomiers.

Donc, notre festival, pour sa troisième édition, s'appelle *les Orients d'Occitanie*. Pourquoi ? Un des buts du festival, c'est, bien évidemment, de révéler la culture occitane, qui est une culture minorisée en France. Il n'y a pas si longtemps finalement, à l'époque de Jaurès, on se promenait dans les rues à Toulouse et on entendait que l'occitan. Quand Jaurès allait à Lisbonne, à Lisboa, il disait "je me crois à Toulouse". Parce que ça sonnait comme ici. Et, en 150 ans, l'occitan qui était parlé par tous, est parlé par peu maintenant : 19% seulement de la population en Occitanie, et une population âgée en plus, parle occitan. Elle fait partie des langues de France qui, si aucune politique d'envergure n'est menée, vont disparaître d'ici une génération. Ce qui n'empêche que cette culture est très vivante, le festival en témoigne. Il y a beaucoup de jeunesse qui s'y intéresse. Il y a beaucoup de choses positives qui se passent et aussi la France évolue ! Et c'est la raison pour laquelle aussi ce soir, on pose un débat, ici, à Bagatelle - donc il faut remercier bien évidemment nos partenaires dans le cadre de cette manifestation ce soir, remercier donc la maison de quartier de Bagatelle, qui est avec nous ce soir pour cette manifestation et aussi sur l'ensemble. Elle nous a apporté des idées, notamment par Hafid, le président. Par rapport à la réflexion que nous menons, en tant qu'occitanistes, on se pose des questions que d'autres ne se posent pas parce que nous revendiquons, nous incarnons, nous vivons une culture qui est dans une situation de ce qu'on peut appeler un génocide culturel. Il est bien évident qu'il s'agit d'un processus historique, qui va être évoqué dans quelques instants par Philippe Martel, et qu'il a conduit à minoriser toutes les langues de France, toutes celles qui n'étaient pas le français des dominants de Paris. Et il ne faut pas croire que ceci n'ait pas eu un rôle dans la pensée coloniale, n'ait pas eu un rôle dans le sort que l'on réserve aujourd'hui aux différentes cultures de l'immigration.

En tant qu'occitaniste, on est contre l'assimilation, qui consiste à dire aux gens : laissez vos valises à la porte et puis on va s'intéresser au reste. D'abord, un des concepts du festival, c'est de dire que l'intérêt pour la culture de l'autre est le préalable nécessaire à l'esprit de *Convivència*, car devant la négation du fait culturel, il n'y a qu'une alternative. Soit une dynamique centrifuge, celle qu'a pris la Nouvelle Calédonie : j'avais été très frappé par la phrase de Jean-Marie Djibaou au moment des accords de Matignon. Il avait dit à Mitterrand : "Vous nous avez empêchés d'être." C'est dans cette situation que se trouve la culture occitane en France, ou la culture bretonne, dont les langues sont illégales, régies par aucun droit, bien qu'on les enseigne à l'école, bien qu'on ait des professeurs certifiés etc. Il n'y a aucune place faite dans la Constitution. Au contraire même, la Constitution a été modifiée en 1992 au motif de défendre le français contre l'anglais. Et dans l'article 2 on a dit : la langue de la République française, c'est le français. Une conception ethniste de la Nation, en fait, une conception qui consiste à penser que celui qui revendique en France une autre culture que la culture dominante, n'est pas un bon républicain. D'ailleurs, en son temps, Mistral, qui avait eu un prix Nobel de littérature en 1904, avait été traité de fédéraliste, de vendu à l'ennemi, etc. La France a une pensée unitariste et une conception ethniste de la Nation, qui veut dire que, hors francophonie, il n'y a point de salut : vous n'êtes pas un bon républicain, et éventuellement un traître à la Nation. C'est ce que sous-tendent, encore à l'heure actuelle... bien

que ça évolue avec l'Europe, avec les générations, ce serait une erreur de dire le contraire, il y a une évolution en France. La France est travaillée par ses identités, mais ça reste encore un concept valide, pas très loin, puisque la négation de toutes ces cultures de France a conduit au provincialisme, à la honte de soi, à toujours attendre que tout vienne du haut, du sommet. Donc il ne faut pas croire que ceci est sans conséquences sur la façon de penser, le centralisme, au delà même d'une organisation d'État est un système de pensée exclusif de l'autre.

C'est une raison pour laquelle, en tant qu'Occitans, et qui mettons en perspective cette année les liens que nous avons avec le monde oriental, nous refusons d'être mis dans la catégorie des langues régionales. En France, tout ce qui est régional, c'est de seconde classe, et la culture occitane n'est pas de seconde classe. Elle l'a prouvé pendant plus de 1000 ans puisque, au départ, la littérature européenne repose sur la littérature des troubadours. Elle est enseignée dans plus de 100 universités dans le monde. Nous avons un Prix Nobel de littérature. Plusieurs nobellisables. À toutes les époques, de grandes peintures de la littérature et de la pensée humaine, qui s'intéressent à tout... Nous refusons ce qualificatif, qui est minorisant. Il s'agit d'une culture qui, comme d'autres, revendique le droit à l'existence et qui donc se pose les questions de l'altérité. Et, se posant ces questions, on réfléchit aussi bien évidemment à celles de l'immigration. Et on pense que ça crée plus de problèmes, même des problèmes d'ordre anthropologique, que de demander aux gens de laisser leurs valises à la porte, ils ne savent plus qui ils sont, ça engendre du mal-être. On connaît ici dans nos cités des jeunes d'origine maghrébine qui ne savent parler ni berbère ni arabe, qui n'ont pas encore tous les tenants et les aboutissants de la culture française... évidemment on dit : "ils ont l'école, ils peuvent se promouvoir..." En France, il y a un système où l'individu peut se promouvoir. Mais quand on ne sait pas d'où on vient, comment partir ? Quel chemin prendre ? Par ailleurs, c'est appauvrissant. Nous aurions tous à gagner à prendre les dispositions requises pour que toutes ces cultures soient valorisées. Les gens se sentiraient mieux, on serait plus riches, on ferait de nouvelles synthèses.

Pour ouvrir le débat de ce soir, "Intégration et pluralité culturelle en France", on aura l'intervention de M. Philippe Martel, du CNRS de Montpellier, historien, puis celle de M. Ahsene Zerhaoui, du CNRS de Paris, qui est sociologue, et qui va nous apporter sa contribution, sa réflexion, sur le système français, et notamment le sort réservé aux cultures d'immigration. Je vous remercie de votre attention et je laisse la parole aux spécialistes.

Philippe Martel

Alors, le spécialiste n°1, c'est moi, c'est normal...

Ahsene Zerhaoui

... que les Gaulois commencent, tout de même !

Philippe Martel

...surtout s'ils ont la moustache qui va avec le rôle !

Je te remercie de cette présentation. Je vous dis "bonsoir". Dans cette histoire, je vais jouer le rôle de l'historien. C'est-à-dire que je vais vous parler un petit peu du passé. Mais, même si on parle des Occitans au XIX^e siècle, on peut voir qu'ils sont morts, c'est clair... ceci dit, les mécanismes qui ont été mis en place aux époques précédentes, avec l'inertie, finalement, des mentalités, l'inertie des fonctionnements dans la société, ces mécanismes continuent peut-être à fonctionner. Je dirais que, peut-être, les Occitans, les Bretons, et au delà, les paysans, les ouvriers, et les deux se confondent, ce ne sont pas les bourgeois occitans qui ont posé des problèmes, rassurez-vous... La façon dont a été réalisée la francisation, l'intégration, on va dire, de ces gens, ça a peut-être été le laboratoire qui a permis de mettre en place des mécanismes, je le disais tout à l'heure, qui continuent à fonctionner aujourd'hui. Parce que les institutions changent, les générations passent, les régimes passent (et en France on en a épuisé un certain nombre), mais il y a des choses extrêmement profondes, des mécanismes, des attitudes, des complexes extrêmement profonds qui, eux, perdurent. Et renaissent, en quelque sorte, à chaque génération, à chaque épisode historique.

Alors, de quoi on parle ? On parle d'intégration. Intégration à la française, il y en a peut-être d'autres qui marchent mieux, mais l'intégration à la française, ça veut dire quoi ? Ça veut dire : on prend quelqu'un qui a ses caractéristiques, sa culture, sa langue, sa religion, et on va en faire un vrai Français. Et pour en faire un vrai Français, il va falloir commencer par effacer le disque dur. Il faut enlever ce qui existait auparavant et qui est considéré comme pas très intéressant, pour mettre à la place un certain nombre d'éléments culturels, un certain nombre de comportements, qui sont ceux qui font ce qu'on pourrait appeler *le vrai Français*.

Alors, il y a un historien américain, Eugène Weber, qui avait écrit un livre sur la France du XIX^e siècle, traduit en français sous le titre *La fin des terroirs*. Ça avait l'air gentil, comme ça, presque biologique. La fin des terroirs, ils ont dépéri, ils sont morts, les campagnes avec les bœufs, la lampe à huile remplacée par l'électricité. Ben oui, c'est la fatalité. La modernité, ma bonne dame, on n'y peut pas grand chose ! Ça c'est le titre français, sur le mode de la nostalgie. Le titre anglais, il était beaucoup plus clair ! C'était : *Peasants into french men*. Paysans transformés en Français. Vous prenez des paysans, puisque la majorité de la population française au XIX^e siècle, et encore plus dans nos régions, est une population de paysans. Vous les faites entrer dans une machine. Et, à l'autre bout, ce qui vous ressort, c'est du Français calibré comme une Golden, qui donc peut commencer à aller à l'école, monter également au front se faire trouer la peau... le Français tel que nous l'aimons tous. Alors c'est un petit peu cette histoire qu'il faut raconter. C'est pas du tout une histoire de fusion harmonieuse ! On le dit parfois : "la France, pays de la diversité, qui s'est enrichie de ses différences. Celle de ses indigènes, mais aussi celle des diverses populations qui sont venues après...". Non ! La culture française telle qu'elle fonctionne aujourd'hui n'est pas du tout une espèce de centre géométrique dans lequel seraient venus se déverser des éléments venus d'ailleurs. C'est au contraire une culture qui a été diffusée par en haut, avec l'aide de l'État, et qui est, au départ, non pas la culture d'un groupe ethnique particulier - c'est pas des méchants de parisiens qui ont imposé leur culture - c'est, disons, la culture des maîtres du jeu. On va les appeler comme ça provisoirement. C'est la culture des maîtres. Et pas seulement des maîtres d'école.

Alors, intégrés à quoi ? Il y a un modèle. Celui que j'appelais tout à l'heure *le vrai Français*. J'ai presque envie de lui donner un autre nom. Aux États Unis, on a un modèle de l'Américain idéal, qui ne fonctionne plus tellement actuellement, c'est le W.A.S.P.. White anglo-saxon protestant. Blanc, anglo-saxon, protestant. T'es noir et catholique, c'est pas bien. Italien et catholique, c'est pas bien non plus. Même noir et protestant, c'est pas très très bien. Et donc, c'était un modèle idéal, celui des fondateurs finalement, des pères de la Nation, auquel les différentes composantes de la véritable société américaine étaient amenés à se conformer. Et je me demande si, très profondément, en France, on n'a pas un modèle un petit peu parallèle que je pourrais appeler le modèle B.F.C.. Blanc (Vous me direz, les Antillais, ils ne sont pas blancs. Bon, ils devraient l'être.), francophone (et je précise, francophone monolingue, ne parlant que le français.) et catholique. Alors, vous allez me dire : attention, on est dans une république laïque. Bon, d'accord, mais vous allez voir que l'ombre du catholicisme, en tout cas d'un certain type de fonctionnement mental, n'a peut-être pas totalement disparu aujourd'hui dans notre république.

Justement, ça commence avant la République. Ça commence du temps de la Monarchie, et de la société d'Ancien Régime. La France est quand même un des états les plus précoces d'Europe occidentale, ça remonte assez loin. Avec une règle assez simple : une loi (il a fallu éliminer toutes les autres), une foi (il a fallu éliminer aussi tous les autres : les Juifs au XIV^e, les Protestants au XVII^e, pour ne plus laisser finalement que la religion du Roi.) et justement, au sommet de l'édifice, un roi. Et, en supplément gratuit, la langue du roi. Ça commence à s'ébaucher au XVI^e siècle. C'est repris de façon massive après la Révolution. On a coupé la tête au roi, mais on a quand même gardé la langue du roi. Les révolutionnaires, ils n'ont pas révolutionné la langue. Ils ont tout repris : Robespierre, il écrit, il parle très exactement comme les gens de la Cour du roi auparavant.

Donc, à partir du moment où on établit cette nécessité, une foi, un roi, une loi, une langue, qu'on se trouve face à des Français, des sujets qui ne sont pas tout à fait conformes au modèle, et bien, on s'arrange pour qu'ils se conforment au modèle ! On va donc les formater en leur imposant une

même loi, et en leur imposant une même langue. Alors, c'est contradictoire, comme processus. C'est pas nécessairement totalement négatif. Je veux dire : à partir du moment où la langue d'usage de l'État est le français, ce n'était pas nécessairement une mauvaise idée que les plus pauvres, que les paysans, les ouvriers, puissent accéder à ce français. Nous sommes ici, ce soir, en train de parler en français. Ça a apporté un certain nombre d'avantages qui ont permis à nos ancêtres une certaine promotion sociale. C'est pas ça, le problème. Le problème, c'est pas la diffusion du français. C'est que cette diffusion n'a pu se faire, n'a été pensée que sur la base de l'élimination de ce qui précédait. En d'autres termes, il ne fallait parler que français. Francophone monolingue. Et donc, du même coup, ce qui existait auparavant a été rejeté dans l'illégitime, c'était des trucs qui ne se parlaient pas. C'étaient des patois qui ne permettaient pas finalement de dire des choses justes, des choses belles, des choses vraies. C'était des espèces de bruits de paysans et qu'il fallait donc éliminer.

On les a donc intégrés, ces gens. On a intégré qui ? Je prends un exemple au hasard, les Occitans ! On les a intégrés par une sorte de méthode, l'école, mais aussi l'armée, aussi les médias, aussi les règles du fonctionnement économique, commercial (à partir d'un certain moment, il faut parler français pour entrer dans les règles de la modernité économique). À la fin du XIX^e siècle, vers Montpellier, vous avez des entreprises qui interdisent de parler patois, comme ils disent, sous peine de licenciement. Ça a été des méthodes assez efficaces puisque, aujourd'hui, nous parlons tous français et que nous parlons nettement moins occitan.

Alors il ne faut pas voir ça comme un processus ultra répressif, policier, etc. Ça a été beaucoup plus subtil que ça ! Ça a été en fait la mise des gens devant un choix simple : est-ce que tu préfères être riche et en bonne santé ou pauvre et malade ? Tu continues à parler patois, tu parles pas français, tu es pauvre et malade. Ah ! si tu commences à parler français, bon, même avec un accent effroyable, petit à petit peut-être que, sinon toi du moins tes enfants, pourront devenir quelque chose : fonctionnaire, Président de la République, Pape... je ne sais pas. Et donc, finalement, il y a eu de la répression, mais il y a eu beaucoup plus une mise en condition des citoyens, de façon à les amener à adhérer au modèle qu'on leur proposait. Et à renoncer finalement à celui qui précédait. Ça, c'est la première dimension du phénomène. On a des gens qui parlent occitan, on va leur apprendre le français.

Il y en a une seconde, qui nous amène à une grosse contradiction : on nous parle de la France qui est une et indivisible et des Français qui sont tous égaux entre eux. Ça, c'est le grand message de la Révolution française, je ne vous fais pas l'Histoire, ça c'est la théorie aussi ! Et donc, il n'y a pas d'Occitans, il n'y a pas de Bretons, il n'y a pas d'Alsaciens. Sauf quand ils sont passés du côté de la Prusse entre 1870 et 1918. Il y a finalement des Français interchangeables, de Dunkerque à Perpignan. Tamarassat, c'est fini. Mais dans la réalité, au moment même où le discours officiel a tendance à effacer les différences, c'est-à-dire que ces différences n'existent plus, on s'aperçoit que dans les mentalités et dans la culture nationale, il reste le sentiment que, tout compte fait, ces Français du Midi libres, égaux, etc. ce sont quand même des Français particuliers, qui ne sont pas tout à fait comme nous.

Je vous lis quelques textes jolis. Un texte de gauche, tiens, Michelet :

"Tableau de la France" dans *L'Histoire de la France*, 1833. Il arrive à Toulouse. Alors, il le dit : "Vous arrivez le soir dans quelque grande et triste ville. Si vous voulez, à Toulouse. À cet accent sonore, vous vous croiriez en Italie. Pour vous détromper, il suffit de regarder ces maisons de bois et de briques, la parole brusque, l'allure hardie et vive vous rappelleront que vous êtes en France. (*le Français étant hardi et vif*) Les gens aisés du moins, sont français. Le petit peuple est tout autre chose. Peut-être espagnol ou maure."

Ça, c'est ce que dit Michelet. Alexandre Dumas : il fait un voyage en 1840 dans le Sud de la France, il débarque en Provence, à Montélimar. Et voilà ce qu'il dit :

"Nous mettons le pied sur cette terre chaude et altérée, qui boit si vite le sang, dont le sol et les habitants nous étaient encore inconnus. Et cette nature demi espagnole, demi sarrasine, qui a besoin d'être étudiée longtemps pour être comprise, se révélait à nous pour la première fois."

On continue. On arrive avec un garçon, alors lui, il est pas du tout de gauche. C'est Hyppolite Taine, grand fondateur de la sociologie conservatrice au XIX^e siècle. Dans les années 60, il est en voyage à Toulouse. Et puis il n'est pas content d'être à Toulouse.

"Les gens ici me déplaisent excessivement. Il y a dans l'accent un jappement, et comme des rentrées de clarinette. À les voir remuer, s'aborder, on sent qu'on est en présence d'une autre race. Un mélange du carlin (*le carlin, c'est une espèce de chien qui a le museau écrasé, c'est le Toulousain ordinaire...*) et du singe, une facilité vive, une exagération involontaire et continue, un manque de tact perpétuel."

Alors après, il quitte Toulouse - ouf ! - il arrive à Montpellier. Et à Montpellier, c'est pas mieux !

"Tout est chant dans leur langage. On dirait des Italiens, plus légers et plus enfants. À les écouter, on a peine à croire qu'ils parlent sérieusement. Ce sont des polichinelles gentils. On comprend qu'ils aient reçu d'ailleurs une discipline et des maîtres. Moineaux délurés, sautillants, impertinents, imprudents, bons pour babiller, donner des coups de bec, lisser leurs plumes, courtiser les femelles, avoir bon air et rentrer en cage. Comme l'Italie, c'est un pays tombé, qui reste en arrière des autres, et ne remonte au niveau des autres que par le contact d'une administration et d'une civilisation étrangères."

Alors ça, c'est des textes pas mal. Il y a pire ! À la fin du XIX^e siècle, vous avez des polémistes d'extrême droite, travaillant d'ailleurs dans les journaux antisémites, qui mettent sur pied un système pour expliquer les problèmes de la France de l'époque. En fait, vous avez un fond de population gaulois, les Gaulois dont on parlait tout à l'heure, c'est du vrai Français. Et ils sont parasités par deux populations étrangères : les Juifs d'un côté, qui tiennent le Capital, et qui oppriment donc le pauvre travailleur gaulois, et de l'autre les Latins, c'est-à-dire les Méridionaux, qui fournissent à la République ses politiciens, ses députés, ses ministres, des gens improductifs qui ne font pas d'enfants, qui ne payent pas d'impôts et qui maîtrisent quand même la France. Et la seule solution, dit ce personnage - il s'appelle Gaston Méry - à la fin du XIX^e siècle, 1892, la seule solution pour sauver le vieux fond gaulois, c'est le débarrasser finalement de ces deux populations parasites, de les retrancher - c'est le mot qu'il utilise -. Comme ça, une fois qu'on sera tous entre vrais Celtes gaulois blonds aux yeux bleus, à ce moment-là peut-être qu'on pourra commencer à causer.

Alors, je pourrais vous lire des textes de Louis Ferdinand Céline, grand auteur, important : c'est pas mal non plus ! Tout ça pour dire que... il y en a un dossier comme ça ! ...Il y a, dans la culture française contemporaine, depuis le XIX^e siècle, et surtout au XIX^e siècle, une certaine image du Méridional, qui est français, mais qui est quand même un Français un petit peu particulier. C'est pas le Français tel qu'on le rêve. Il n'est pas travailleur, pas productif, il ne fait pas d'enfants, il ne paie pas d'impôts, etc.. C'est ce qu'il dit, l'affreux Machin... Céline : "10 départements du Nord payent autant d'impôts que le reste de la France. La partie non celtique en France cause et pontifie. Elle donne au pays ses ministres, ses Vénérables (*c'est les francs-maçons*), ses congressistes hyper sonores. C'est la partie vinasseuse de la République, la méridionale, profiteuse, resquilleuse, politique, éloquente, creuse."

Ce discours, il est extrêmement hard, extrêmement vigoureux. Aujourd'hui, je dirais qu'il s'est nettement atténué. N'exagérons pas : tout ça, c'est des paroles verbales. On n'a jamais, quand même, sauf à une exception près, tiré sur des Occitans parce qu'ils étaient occitans ou méridionaux... Ceci dit, je vous disais tout à l'heure que les mentalités sont longues à évoluer.

Il n'y a pas très longtemps, en 2000 exactement, le Conseil général de la Haute-Garonne a fait publier dans le journal *Libération* une brochure publicitaire. "Haute-Garonne, le Sud avant le Sud". Et on trouve plein de choses. On trouve par exemple des choses de cette nature :

"Rien ne sert de bosser, il faut savoir flâner. [...] Que serait la Haute-Garonne sans la qualité de vie qui colle à ses paysages ? [...] Aujourd'hui, les nouveaux venus, à peine arrivés, sont d'ici, le revendiquent, même avec un accent du nord de la Loire. [...] Cette arrivée compacte a sans doute troublé l'accent, imperceptiblement transformé les rues des villes et des bourgs. Ceux qui pour un temps ou pour la vie posent ici leurs bagages ont apporté plus de rigueur, d'application, de ténacité. Mais, en même temps, ils ont découvert en Haute-Garonne un talent ensoleillé, les excès qui manquent à la brume."

Ce texte est absolument fabuleux. Et un historien ne peut que se réjouir de retrouver là des propos qui font écho à des propos en 1860 d'un inspecteur de la Banque de France. Je ne connais pas le type qui a écrit ça. Je lui ferait beaucoup de peine si je lui racontais tout ce que je viens de vous raconter et que je lui montrais que ce qu'il dit, finalement, ça véhicule des trucs étonnants ! Attendez, la rigueur et l'application ça n'existait pas avant... lorsqu'il n'y avait que des Toulousains shootés au cassoulet, ils ne travaillaient pas... C'est peut-être pas aussi simple que ça, mais vous voyez qu'il y a des idées qui, quand même, restent assez longtemps dans les têtes ! Alors, ça signifie que l'Occitan lambda, vous et moi, s'il veut évoluer, s'il veut devenir quelqu'un, ça signifie qu'il va falloir qu'il se débarrasse de cet héritage lointain et qu'il devienne autre chose. Quelque chose de propre, de beau, etc.. Ce que je veux dire, c'est qu'à partir du moment où vous avez ce genre de discours et ce genre de fonctionnement social, mental, idéologique, qu'ont les citoyens français au XIX^e siècle, on peut se demander - je parlais de laboratoire au début - si c'est pas dans ce type de fonctionnement que s'est préparée la façon dont on a accueilli les vagues successives d'immigrations étrangères qui sont venues. Parce que, qu'est-ce qu'on dit sur les Italiens, les Espagnols au XIX^e siècle ? On les appelle les "Kroumirs", ceux qui travaillent dans les mines de Graissessac, dans l'Hérault. Ceux qui viennent prendre le travail des Français. Ils prennent le travail de qui ? Ils prennent le travail des immigrés précédents. Qui étaient les montagnards occitans qui descendaient, pas chers, et qui sont remplacés. Et là on assiste à quelque chose d'assez triste. C'est ce qu'on appelle le mécanisme du dernier arrivé qui ferme la porte. En 1893, vous avez des incidents très graves à Aigues-Mortes, où un certain nombre d'Italiens, on n'a jamais su exactement combien, sont lynchés par la population. Qui c'est qui lynche les Italiens ? C'est des joyeux Occitans, qui eux-mêmes sont perçus ailleurs comme à moitié italiens, à moitié espagnols, à moitié arabes. Et donc, si vous voulez, ça c'est un processus qui s'est renouvelé depuis. Quand on regarde le casting des listes Front National en Provence, qu'est-ce qu'on trouve ? On trouve des noms issus de l'immigration italienne seconde, troisième génération. C'est quelque chose qui existe.

On tient une bonne et une mauvaise nouvelle. La bonne nouvelle, c'est que l'intégration, elle finit toujours par se faire. Les discours de haine sur le Midi dont on parlait au XIX^e siècle, c'est fini aujourd'hui. Les discours de haine sur l'Italien ou l'Espagnol, c'est terminé. Et donc, progressivement, les populations étrangères, étrangères du dedans ou étrangères du dehors, finissent toujours par être mêlées au reste. La mauvaise nouvelle, c'est que ça se fait toujours, pratiquement toujours, au prix du rejet, du report de l'exclusion du groupe sur un autre groupe plus récemment venu. Ce que je disais : le dernier ferme la porte.

Alors est-ce qu'on essaye d'expliquer tout ça ? Historiquement et de préférence intelligemment. On ne s'indigne pas, les textes que j'ai lus, leurs auteurs sont morts et enterrés. Qu'est-ce qu'il y a au fond ? Au fond, il y a d'abord une mentalité très simple qui est profondément binaire. C'est tout ou rien. Ou bien tu es français, totalement français, du bout des ongles au bout des cheveux au bout des orteils. Totalement. Tu parles français, tu as des actions France Télécom, Vivendi Universal. Tu vas à la messe le dimanche, tu te promènes avec un attaché-case et un costume trois pièces. Tu es français, quoi. Et puis tu votes bien, de préférence. Tu votes. Ça, c'est le Français. Ou alors, si c'est pas ça, c'est rien, quoi. C'est le communautarisme, c'est-à-dire des populations étrangères inassimilables qui s'enferment dans leurs ghettos. C'est eux qui veulent être dans des ghettos, comme ça, ça leur a semblé une bonne idée ! Ils veulent pas devenir français. Et dans ce cas-là, il n'y a rien à en faire, quoi ! Et dans ce cas-là, peut-être un jour la société risque d'exploser. À aucun moment, et c'est là qu'on voit que la question n'a jamais été vraiment pensée dans ce pays, on admet qu'on puisse être double. Et qu'à partir du moment où on accepte un minimum de règles en commun, qu'on paye ses impôts, qu'on vote, qu'on traverse dans les clous, qu'on est en échange avec les autres, voilà, on est citoyen, au sens fort du terme. Et qu'à la limite, on puisse être occitanophone, bretonophone, berbérophone, arabophone, quelle importance ! Du moment qu'à côté on peut échanger en français si le moment est venu... ça, c'est quelque chose qui est totalement impensable en France. La seule chose qu'on vous dit, c'est que, à la limite, si vous voulez continuer à cultiver votre petite différence, vaguement folklorique, pas de problème. Chez vous. Dans le domaine public, non. De même que vous pouvez vous promener tout nu dans

vosre chambre, mais en sortant, vous mettez des costumes pour cacher vos parties honteuses, de la même façon, quand vous êtes en public, vous devez cacher votre culture, honteuse quelque part.

Ça, c'est une première chose : un esprit binaire qui n'admet pas de place pour la nuance, finalement. Il n'y a pas que ça. Il y a aussi une hantise historique extrêmement profonde en France de la fracture. Et qui est liée au fait que l'histoire de la France, malgré tous les discours sur l'unité, etc., c'est fondamentalement une histoire de guerre civile. Les Français ont passé des siècles à s'entretuer. Et quand ils ne s'entretuaient pas physiquement, ils s'entretuaient verbalement. La société française a toujours été traversée de clivages et de contradictions. Que ce soient des contradictions sociales, des contradictions religieuses, des contradictions politiques. À la limite, la contradiction linguistique, c'est la moins grave de toutes. Elle est transversale à toutes les autres mais ce n'est pas la plus grave. Et donc, ça signifie que l'obsession de l'État français et des Maîtres du jeu depuis les origines, ça a été précisément de mettre sur pied une société française la plus organisée possible. La plus uniforme possible, et surtout la plus hiérarchisée possible. Et c'est là qu'on retrouve la précocité de l'État.

Il y a aussi, je dirais, un inconscient catholique, qui n'est pas du tout contradictoire avec celui qui précède. Et c'est pour ça que j'ai tenu à mettre "catholique" dans cette histoire, chacun est libre de professer la foi qu'il veut, mais je veux dire que l'Histoire de France a été aussi formatée par une alliance sacrée entre l'Église catholique avec sa hiérarchie, ses évêques, ses prêtres, son dogme intangible, incritiquable, et un État qui est le même, finalement. Lui aussi, hiérarchisé, il n'y a pas de société plus hiérarchisée que la société française parmi les grandes sociétés démocratiques. Société également de l'obéissance, société du pouvoir qui a droit au respect et qui a droit au secret, de la même façon que le fidèle n'a pas à discuter les éléments du dogme, il n'a pas non plus à discuter fondamentalement les décisions prise par les maîtres. Et, au fond, je ne veux voir qu'une tête, quelque part ! Et ça c'est, même avec la laïcisation de la société, je crois, très très profondément dans les mentalités collectives en France... ce formatage séculaire, depuis les 40 rois qui ont fait la France, ça continue quelque part à fonctionner.

Et puis il y a un dernier élément, qui est peut-être le plus important est qui est transversal à l'attitude vis-à-vis des Occitans, des Bretons, et à l'attitude vis-à-vis des immigrés : c'est un mépris profond, un mépris de classe, pour des cultures, des langues, des comportements illégitimes. Illégitimes parce que non convenables. Pratiquement, le patois, la langue des immigrés, leur culture, leur façon de vivre, leur façon de manger, ça ne correspond pas à ce qui est la norme du bon comportement social, ça ne correspond pas finalement au modèle qui a été diffusé par les classes dominantes de la société et qui a été relayé par l'école. La langue qu'on enseigne dans les écoles primaires de la III^e République, qui, contrairement à ce qu'on dit, ne sont pas des écoles démocratiques et de la promotion sociale - la promotion sociale, elle passe par l'enseignement secondaire, et l'enseignement secondaire, à la veille de la guerre de 14, ça touche 2,5% d'une classe d'âge. L'immense majorité des Français, ils ne sont pas allés dans un cycle long : ils sont allés dans une école primaire, où ils sortent dans le meilleur des cas avec le certif. Mais la culture qu'on leur enseigne, ce n'est pas du tout une culture populaire. C'est pas du tout un dialogue avec la culture dont ils viennent, même celle du peuple parisien ! le parler des Parisiens, il est tout à fait aussi illégitime que celui des Toulousains. La langue qui est utilisée, les valeurs morales - il y avait des cours de morale dans cette école - qui sont inculquées, et bien c'est les valeurs, c'est la langue, c'est la rhétorique des classes supérieures de la société. Avec une idée très simple : quand vous parlerez comme nous, quelque part, vous pourrez penser comme nous et vous arrêterez de nous embêter. Vous arrêterez de vous révolter, vous arrêterez de refuser de payer l'impôt. Parce que les Occitans, ils adoraient refuser de payer l'impôt. Et à ce moment-là, on pourra enfin commencer à fonctionner. Et donc, vous comprenez que, dans ces conditions, puisque ces cultures sont méprisables, puisqu'il faut urgemment les éliminer pour installer une culture qui permette de faire tenir l'édifice social, l'intégration ne peut pas se faire sur le mode du respect des différences. Et il y a encore là une dimension presque religieuse : devenir français, c'est "dépouiller le vieil homme", pour le dire en termes bibliques. Changer de peau, changer de robe, changer de l'intérieur et de l'extérieur. Et dans ce cas-là, on doit laisser - j'ai parlé de poser

sa valise à la porte, c'est à peu près ça - tout le reste doit disparaître. Je deviens un homme nouveau à partir du moment où je deviens un citoyen français. Je deviens un homme radicalement nouveau, je n'ai pas à garder de souvenirs, sinon nostalgiques, de ce que j'ai pu être auparavant.

On en est là, et je crois qu'une partie des problèmes que nous rencontrons aujourd'hui, ils sont de cet ordre. Vous voyez qu'ils ne sont pas seulement culturels, ils sont pas seulement linguistiques, ils sont pas seulement religieux, tout au fond ils sont politiques et, encore plus profondément, ils sont d'essence sociale. Et ils renvoient à la structure même de la société française, cette société, comme je le disais tout à l'heure, assez hiérarchisée, avec un modèle haut à suivre et un bas, dont on doit se dégager, comme on se dégage finalement de la boue on du purin des origines. Je n'en dis pas plus, parce que c'est le moment de ne pas en dire plus, et je passe la parole au sociologue.

Ahsene Zerhaoui

Merci, cher collègue. Alors, après le passé, décrit si bien par l'historien, effectivement, la sociologie c'est la science du présent, dit-on.

Avant, je voudrais remercier Monsieur Bécourt et je voudrais aussi remercier Hafid El Alaoui, le président de cette maison de quartier. Je suis content d'être ici à Bagatelle, un de ces quartiers tellement vus comme des *barbares imaginaires*, enfin pour leurs habitants... Moi, je suis content d'être ici, je n'ai pas de gilet pare-balles, vous pouvez tirer à vue sans problème.

Voilà le problème aujourd'hui, effectivement... je prends le relais, mon collègue a parlé beaucoup d'intégration, je suis tenté de parler de désintégration ! D'ailleurs, quand il parlait des Occitans, je pensais qu'il s'agissait des Arabes et des Musulmans d'aujourd'hui. Ça, c'était au passé.

Au fond, vous savez, avec les mesures récentes prises par le gouvernement Raffarin, donc sous l'impulsion de Jacques Chirac, et conduites par Monsieur Fillon, se pose la question du pluralisme et de l'intégration, un mot qui revient tout le temps. J'avoue que je me suis demandé, moi personnellement, dont le père était mineur de fond dans le Pas-de-Calais, au nord de la France, je me suis souvent demandé, au fond, si j'étais bien intégré en écoutant les discours ambiants sur l'intégration.

Et bien je pense que le problème est souvent mal posé, quand on pose la question du pluralisme, et quand on pose la question de l'intégration dans la société française. Moi, je commencerais plutôt par inverser le problème. Ce n'est pas des immigrés qu'il s'agit, mais de la société française. Je ne parle pas d'un problème d'immigrés, je parle d'un problème de société, au sein duquel occupe une certaine place la question de l'immigration.

Je pense que la société française traverse une profonde crise d'intégration. Je ne dis pas : seulement les immigrés. Je dis bien : la société. En tant que sociologue, je parle de la société, des groupes humains, des interactions entre ces groupes... Comment se manifeste cette crise de l'intégration de la société française ? Parce que, là, j'ai l'occasion de le dire en public. Cette crise de l'intégration de la société française n'est malheureusement pas suffisamment prise en compte par les politiques quand ils parlent de la crise de l'intégration concernant les populations issues de l'immigration.

Si seulement ils commençaient par poser la question à l'envers, ils seraient, à mon avis, d'avantage éclairés. Cette crise s'est manifestée, comme vous le savez, depuis la fin des Trente Glorieuses, par le fait que la société française a vécu sur un grand mythe. Plutôt, je dirais, trois grands mythes.

Le premier grand mythe, c'est celui d'une famille nucléaire, harmonieuse, où finalement parents et enfants s'entendaient si bien, et où les choses se passaient tout à fait normalement, sans tension, sans conflit. Ça, c'est le premier mythe. On sait que la famille en tant qu'institution représentée de cette façon est fortement en crise, parce qu'elle a éclaté en différents modèles. À côté de ce modèle qui continue à être dominant, c'est-à-dire celui de la famille nucléaire, réduite aux enfants et aux parents, semblent se faire jour d'autres modèles : famille monoparentale, famille recomposée, on parle même de PACS, etc. Vous voyez que le modèle familial a éclaté. Et c'est déjà une importante crise d'une institution fondamentale de la société, qui est la Famille,

institution où se forme d'abord l'individu. Institution d'apprentissage des codes sociaux, d'éducation et donc de transmission générationnelle.

Le second mythe, c'est celui de l'école qui intègre, de l'école-lieu de promotion sociale. L'école de Jules Ferry. L'école qui permettait, quand on en sortait, faute d'avoir des diplômes, au moins d'avoir un emploi. Or, cette école elle-même aujourd'hui est fortement interpellée quant à ses fonctions, ses objectifs, si bien que l'on pourrait se poser la question suivante : à quoi sert l'école aujourd'hui ? Ou bien : l'école, pour quoi faire ? quelle est sa fonction, sa place dans la société ? Est-ce que c'est vraiment le lieu de production d'un savoir en vue de la promotion sociale et de l'insertion professionnelle ? Est-ce que c'est un lieu de production du savoir pour le savoir, de production de la connaissance ? Est-ce que c'est un lieu d'apprentissage de la citoyenneté ? Est-ce que c'est tout cela à la fois ?

En tout cas : crise des objectifs, crise de la pédagogie, crise du public, crise des enseignants, etc. Donc, une crise multiforme de l'institution scolaire parce qu'elle n'assume pas les sanctions attendues d'elle. Parce qu'on vit sur des mythes, au fond. La fameuse école Jules Ferry qui permettait aux catégories sociales défavorisées d'accéder si bien à la promotion sociale.

Troisième grand mythe : c'est le plein-emploi. La France a vécu les Trente Glorieuses, qui ont permis d'ailleurs l'arrivée en masse des immigrés... Si bien que les mesures Raffarin, on aurait dû les appliquer il y a trente ans ! Comme le fameux contrat d'intégration pour les nouveaux arrivants, c'est pour ça qu'on a plein de problèmes aujourd'hui avec ces pauvres immigrés, qui nous questionnent tellement. Et bien, là, c'est le mythe du plein-emploi. Je dis, là encore : vous savez que l'un des aspects profonds de cette crise multidimensionnelle, c'est effectivement la question de la crise du marché du travail et de l'emploi.

Dans une société industrielle, où l'entreprise est un lieu fort de l'intégration sociale et de la construction des identités individuelles et collectives, quand l'entreprise est en crise, le reste de la société s'en porte mal. Du coup, l'entreprise, qui était apparue pendant longtemps comme le lieu fort de l'intégration sociale des individus, le lieu fort de leur construction identitaire, puisque, dans une société industrielle, fondée jusqu'à il n'y a pas très longtemps et encore aujourd'hui en grande partie, en dépit de ce que disent certains sociologues, sur le salariat, et bien, ne pas avoir un travail salarié, c'est-à-dire ne pas recevoir une paie, c'est être précarisé. Et c'est se sentir quelque part inutile. D'ailleurs, pour preuve, c'est que dans cette société, lorsqu'on n'est plus productif, alors, on vous cache. On cache les handicapés, on cache les vieillards. Et on cache à plus forte raison encore la mort, puisque, quand on est mort, par définition, on ne produit plus du tout. Donc, c'est quand même une société fondée sur la production de l'individu, donc de biens économiques.

Pendant longtemps, ces trois mythes faisaient qu'on était élevés dans la famille, on passait par l'école, on allait vers l'entreprise, vers la retraite, et le reste je ne vous le dis pas. C'était une sorte de chemin, une sorte d'autoroute. Laquelle autoroute n'a jamais vraiment été une autoroute, ça, c'est a posteriori qu'on idéalise le passé. Il y a une part de vérité en cela. Mais en tout cas, le plein-emploi, c'est fini. Terminé, je suis désolé. Tel que le marché du travail, les industries, l'économie, ont fonctionné jusqu'à présent, et bien c'est fini, c'est dépassé.

Donc, une crise profonde de trois grandes institutions, je n'utilise pas le mot, et volontairement, d'"intégration", mais je les appelle "institutions de socialisation", et de régulation sociale. Cette crise-là, d'institutions fortes de socialisation et de régulation sociale, entraîne un certain nombre de dysfonctionnements. Non seulement chacune de ces institutions est en crise, mais les passerelles - les lieux de passage entre les institutions - sont en crise elles-mêmes. Passage de la famille à l'école : quand il y a échec scolaire on dit "mais c'est la faute des parents", les parents disent "c'est la faute des enseignants". Quand tout va bien, tout va bien. Mais quand ça va pas, c'est toujours l'autre qui est coupable ! Après, si on arrive à l'école et qu'on ne sort pas vers l'entreprise, on dit "c'est parce que l'école n'a pas fait son travail non plus". Puisqu'on n'a pas donné les moyens nécessaires, l'instruction qui aboutit sur des diplômes, etc.

À cette crise des trois grandes institutions sont venues se greffer des crises autres. D'autres institutions, comme les syndicats : vous savez très bien que les syndicats sont en crise parce que leur forme d'organisation, leur stratégie, leur thème de mobilisation, leur forme d'action... ont été

conçus dans une période donnée, en particulier en rapport avec le XIX^e siècle et ensuite pendant le XX^e siècle pendant les Trente Glorieuses, quand tout allait bien. Les partis politiques, je n'en parle pas, ce n'est pas la peine de perdre du temps ! Le sens du Politique, la crise du Politique, ce n'est pas seulement la crise des partis politiques, c'est la crise du Politique. Le rapport au Politique, c'est-à-dire à la question de la gestion de la Cité, au sens où l'entendait Aristote, le philosophe grec. Faire de la politique, c'est gérer les affaires de la Cité. Donc, le Politique est en crise.

Le service militaire s'est professionnalisé. C'était aussi un lieu d'apprentissage de la discipline collective. Moi, je suis un pacifiste, je suis contre la guerre, mais n'empêche que c'était un lieu de passage.

Et les systèmes traditionnels de croyance. Même si la mosquée se porte bien, les systèmes traditionnels de croyance sont confrontés eux-mêmes à une sorte de crise, si bien que vous voyez se développer des sectes, parce que les individus ont besoin de donner du sens à leur vie. Parce qu'ils ne peuvent pas faire des actions sans leur donner du sens. Et leur vie elle-même n'a pas de sens s'il n'y a pas de sens, si je puis dire !

Voyez, ça, c'est l'ensemble des institutions de régulation et de socialisation. Et puis, il y a ce que j'appelle la crise identitaire profonde de la société française, très profonde, et j'insiste, je le dis partout, parce que c'est fondamental. Une crise identitaire au moins triplement dimensionnelle. Pourquoi ?

La première, c'est celle de la France en tant que Société - État - Nation - Pays : elle se manifeste par l'impossibilité presque à faire le deuil des colonies perdues. C'est-à-dire que la France, dans les représentations, et donc les Français, du coup, ont vécu sur la représentation d'un pays, d'ailleurs beau, divers, magnifique, etc., mais d'un pays grand, vaste, avec ses empires. Donc, immense. Qui comptait beaucoup dans le monde. Et bien, on a beaucoup de difficultés apparemment en France à faire le deuil des colonies perdues. À se voir tel que l'on est. J'en veux pour preuve que la guerre d'Algérie a été considérée très longtemps comme taboue. Tout ce qui touche à la colonisation : quand on parle des représentations sociales, de l'image de l'Autre, qui alimente le racisme ordinaire, je pense que la colonisation a joué un rôle énorme. Et de manière générale, tous les groupes dominés. Et les Occitans ont fait partie des groupes dominés. Les représentations sociales que l'on reproduit, les textes que vous avez lus sur les Occitans, on peut les lire aujourd'hui concernant les Maghrébins, concernant tous les groupes dominés. Donc, d'une certaine façon : difficulté à dépasser ce passé qui est dépassé !

Et puis, l'autre dimension de cette crise identitaire, c'est la construction de l'Europe. N'en déplaise aux européenistes et aux européenophiles, il n'empêche que quelle que soit la position qu'on adopte vis-à-vis de l'Europe, il y a une crise, parce qu'on ne passe pas comme ça d'une identité nationale à une identité transnationale. On ne passe pas d'une identité construite historiquement sur des siècles, on se perçoit comme français d'une certaine façon, vivant d'une certaine manière, avec une langue (pas DES langues, j'y viendrai puisque c'est aussi l'objet du débat), on ne passe pas comme ça du jour au lendemain sans conflit, sans tension, sans angoisse.

Troisième dimension de cette crise identitaire : celle de la mondialisation. La France est un pays qui compte, mais qui ne compte que pour ce qu'il compte. C'est-à-dire un pays qui est important, mais pas plus que ce qu'il n'est. Et ça, c'est difficile à digérer, difficile à avaler ! Et ça crée donc une sorte de malaise généralisé, qui fait que ça entraîne un certain nombre d'interrogations, d'angoisses sur le devenir. Et c'est pourquoi les populations issues de l'immigration vont apparaître comme des boucs émissaires. Ça ne veut pas dire que ce tableau noir est aussi noir que je le dis, simplement, il est significatif d'une restructuration en profondeur de la société française, de changements importants qu'elle est en train de connaître, et on y viendra par rapport au pluralisme culturel, aux langues etc.. Cet ensemble fait que, si vous voulez, avec cela, se pose la question de ce que j'appelle "le sens". La crise du sens, c'est-à-dire la crise du devenir. Qu'est-ce que va devenir la France en tant que société, pays - État - nation ? Qu'est-ce qu'être français aujourd'hui ? Qui est français, qui ne l'est pas ?

Et vous voyez donc, à partir de ce tableau de fond, vous comprendrez mieux pourquoi la question qui a rapport à l'intégration des populations issues de l'immigration suscite autant de tensions, autant de conflits et autant de problèmes.

Je crois que la question des populations d'immigration a été, d'une certaine façon, avec tout de même plus ou moins de difficultés, contrairement à ce que nous disent certains, digérée dans le temps. Tant que, là encore, les immigrants arrivaient, j'ai dit la même chose pour la famille, l'école, l'entreprise, etc., ils arrivaient, on les intégrait dans l'entreprise. Là, ils travaillaient. Soit ils repartaient, soit ils restaient, ils faisaient des enfants et l'école se chargeait, à la moulinette, de faire des bons Français. Et donc ça a donné ce que ça a donné dans le passé. Il se trouve que maintenant, nous sommes dans une sorte de mondialisation.

Vous savez, le XXI^e siècle - avait dit l'écrivain que j'aime beaucoup qui s'appelle Cioran, le Roumain, il n'était pas tellement français d'origine ! mais c'était un Français de culture, de langue... - "le XXI^e siècle sera métèque ou ne sera pas".

Donc, nous sommes à l'ère des mouvements de populations très importants, ils ont toujours existé dans le passé, mais les sociétés modernes sont confrontées aux questions des migrations de façon continue. La problématique de l'immigration aujourd'hui, si vraiment on veut l'aborder sérieusement et en profondeur, on ne va pas le faire ce soir, bien sûr ! mais je vous donne les trois grands axes de cette problématique :

- Le premier, c'est celui qui concerne ce qu'on appelle les réfugiés politiques. Les vrais réfugiés politiques et les demandeurs d'asile. Qui est réfugié, qui ne l'est pas ? Vous savez, les stratégies pour fuir la misère, l'oppression, etc., sont illimitées. Ces migrants-là peuvent utiliser toutes sortes de passerelles pour pouvoir devenir réfugiés parce qu'il faut qu'ils fuient leur condition. Ils peuvent être des réfugiés économiques, ils prennent le label de réfugiés politiques. La question des réfugiés politiques est définie par les accords de Genève. On voit bien que la France ne suit pas par rapport à d'autres pays, alors que c'est un pays libéral pour ce qui est des politiques d'immigration... et bien, elle ne suit pas, elle n'est pas aussi libérale que certains autres pays européens.
- Le second concerne donc ceux qu'on appelle "les clandestins" et qui se désignent eux-mêmes comme étant des "sans-papiers". Je préfère ce dernier terme. C'est pas des clandestins, c'est des sans-papiers. Parce que : ils sont clandestins pour qui ? par rapport à qui ? et comment ?
- Enfin, le troisième, ce sont les populations déjà installées. Or, assez paradoxalement, pour ce qui est des immigrants déjà installés, c'est avec des cartes, donc légalement installés (parce que les autres aussi sont installés ! mais sans papiers.).

Si vous voulez, la réalité se présente aujourd'hui de cette façon : nous avons des populations d'immigration diverses, de provenances diverses, mais vivant sous deux formes. Soit les familles, avec leurs enfants, c'est une sorte d'arbre à deux branches, comme je dis, soit de l'autre côté les hommes seuls, complètement oubliés. C'est quand même étonnant que le projet Chirac-Raffarin-Fillon ne tienne pas compte de ceux que j'appelle "les oubliés de l'Histoire", c'est-à-dire toute cette partie de la main-d'œuvre (je dis bien : "main-d'œuvre", je ne dis même pas des hommes), les travailleurs immigrés. Main-d'œuvre immigrée qui finit dans les foyers, vieillissant dans l'exil, alors qu'ils étaient venus au Paradis, à l'Eldorado. Où, réussite à l'appui, ils pensaient aller au Paradis et revenir vers le pays, enrichi par leur expérience migratoire et surtout par leur travail. Et bien, cette partie-là est complètement oubliée. Et la seconde, c'est-à-dire les familles - les enfants et les parents - apparemment, le projet Raffarin n'en parle pas beaucoup, puisqu'il est dit qu'il y a des choses qui sont faites sur cette question et qu'on a entrepris une certaine politique d'intégration, et ce qui est plus important, maintenant, c'est les nouveaux arrivants. C'est une très bonne chose que l'on puisse, trente ans après, aller vers ce type de politique ! Seulement, c'est une politique très limitée, désignant un public déterminé, alors que ce qui a fait difficulté jusqu'à présent, c'est que les différentes politiques d'intégration entreprises par les différents gouvernements successifs, ont rencontré beaucoup de limites, et cela pour différentes raisons. Un, les objectifs n'ont jamais été clairement définis par les politiques successives d'intégration. Deux, les populations concernées n'ont jamais été désignées en tant que telles. C'est-à-dire qu'on n'a pas clarifié quel type de population doit bénéficier de quel type d'action. Vous n'allez quand

même pas me dire que n'importe quelle politique d'intégration concerne de la même façon les enfants, les femmes, les jeunes filles, les vieux, etc. Enfin, entre guillemets, "les vieux" ! les personnes âgées... Ce n'est pas du tout la même chose, ils ne relèvent pas du tout des mêmes actions. Or, cette politique était généraliste. Elle ne s'intéressait pas à désigner, à préciser, les publics concernés.

Troisième niveau, c'est celui de la multiplication des acteurs. On n'a pas arrêté de multiplier les acteurs prenant en charge la question de l'intégration. C'est-à-dire qu'ils doivent intervenir sur les problèmes d'intégration. Donc, on multiplie les acteurs : plusieurs ministères, des associations multiples partout... il n'y a pas une cohérence. Manque de cohésion dans l'action. Et enfin, on multiplie, on disperse les actions.

Et il y a une insuffisance des moyens mis en œuvre. Alors, si on me dit que c'est fini, c'est un problème qui est réglé... Je pense que d'une part, les moyens sont insuffisants et d'autre part ils sont mal utilisés, surtout !

Je suis, en même temps que chercheur au CNRS, enfin je ne le suis plus puisque le gouvernement Raffarin va revenir sur l'Observatoire des discriminations, je suis membre du GELD (Groupe d'Étude et de Lutte contre les Discriminations), observatoire des discriminations qu'a créé Martine Aubry, dont j'ai été cofondateur.

Le dernier aspect qui me semble quand même fondamental : je pense que l'une des limites fortes à la question de l'intégration des populations déjà sur place, et d'une manière générale des autres aussi, c'est, précisément, la question des discriminations. Alors, la discrimination, on en a parlé rapidement, peut toucher à la fois les individus mais aussi les cultures. C'est là que j'en viens à l'aspect culturel de la société française. Enfin, monoculturalisme / pluriculturalisme : les débats actuels sur ces questions de l'intégration par rapport aux cultures et aux modèles d'intégration.

Alors, si je vous posais la question : où commence et où finit l'intégration ? Qui est intégré et qui ne l'est pas ? Par rapport à qui et par rapport à quoi ? Je suis sûr que j'obtiendrais des réponses diversifiées.

En fait, là encore, on a, dans les représentations sociales dominantes, l'image, ou plutôt le modèle, d'un Français-type. D'un Français-type qui, tout à l'heure, a été décrit très bien par Philippe Martel, qui serait chrétien (catholique ou protestant), blanc et francophone.

En France il n'y a que des Français juifs, des Français musulmans, mais pas de Français chrétiens. Parce que je n'ai jamais entendu parler de Français chrétiens. On dit des Français tout court !

Vous voyez, ce modèle fait que la politique d'intégration, telle qu'elle a été conçue, est devenue une sorte d'idéologie dominante. C'est devenu une politique d'assignation. L'intégration n'est pas conçue comme une réciprocité dans les démarches individuelles et collectives, c'est-à-dire : je fais un pas dans votre direction et vous en faites un, je reconnais votre culture mais vous reconnaissez la mienne. Mais bien : le dominant qui décide que le dominé doit s'intégrer, à la limite, il lui fixe même la réserve indienne dans laquelle il doit se mouvoir.

Je pense que cette façon idéologique de penser l'intégration ne correspond pas à la réalité. Pour moi, l'intégration est d'abord un processus. Je ne nie pas qu'il y a des niveaux et des formes d'intégration différenciés. D'ailleurs, personnellement, en tant que sociologue, j'ai avancé l'idée de l'intégration différentielle : justement, l'enfant n'a pas le même type d'intégration que les parents... Donc, l'action : il y a des parents qui ne connaissent pas la langue, et c'est très bien qu'on leur apprenne la langue. Si on avait fait cela sur le projet que propose Raffarin pour les nouveaux arrivants, je pense qu'on n'en serait pas là aujourd'hui par rapport aux parents. On ne poserait pas la question de leur démission par rapport aux enseignants.

Qui doit s'intégrer ? On fixe le modèle d'intégration. En vérité, il y a une sorte de peur panique, du fait des conditions historiques de la société française, de l'avènement du communautarisme. Apparemment, on n'a pas non plus la possibilité, en tout cas on veut pas l'avoir, de penser la problématique à trois niveaux. Plutôt que de dire : c'est communautarisme ou individualisme. Vous savez qu'il y a deux modèles qui dominent dans le monde. Il y a le modèle anglo-saxon, qui est fondé sur les minorités-communautés, et chacune de ces minorités-communautés a sa propre organisation, fait du lobbying quand il y a des élections pour intervenir sur les programmes sociaux, sur un certain nombre de politiques culturelles... Et puis il y a l'autre modèle, qui est

porté par les intégristes républicains, qui ne veulent pas entendre parler d'autre chose. Hier, en parlant avec Monsieur Bécourt, je disais que j'ai été invité à une campagne électorale des chevenementistes. Et j'ai fait un certain nombre de remarques sur leur nationalisme, leur souverainisme, etc. Le soir, au restaurant, j'avais en face de moi un historien du Moyen Âge qui m'a dit : "Vous savez, ce qu'il y a de bien avec les Républicains, enfin, avec le pôle républicain, c'est qu'ils ne vous demanderaient jamais vos origines." J'ai dit : "Au moins par curiosité, s'il vous plaît !". C'est pas possible, ça ! Il faudrait, pour être intégré, que je commence par renier mon père, ma mère, etc. J'avais dit, un jour, dans un débat télévisé, à Yves Le Gallou, qui était penseur du Front National à l'époque, qui est devenu mégrétiste, et qui maintenant a démissionné, donc vous voyez si on enchaîne... Alors, je lui ai dit : "Mais écoutez. Est-ce que vous pensez vraiment..." quand il disait "Mais qu'est-ce que c'est que cette reconnaissance des origines multiples ?" Je lui ai dit "Est-ce que vous pensez que quelqu'un qui a commencé par renier son père et sa mère peut faire un bon citoyen, dans n'importe quel type de société ?". Il n'a jamais plus dit un mot. En tout cas pendant cette émission.

Alors, plutôt que de penser en termes de pluralité culturelle... Et moi je dis que l'intégration ne s'oppose pas à l'assimilation - et ça, c'est le sociologue qui parle... mais bon, excusez-moi, je vais pas vous embêter avec cette salade-là - mais, pour moi, l'intégration, elle produit deux formes. Soit elle produit de la ségrégation, et là on va vers le communautarisme, des formes de groupes communautaires. Soit elle produit de l'assimilation. Et c'est ça, en France, on ne sort pas de ce débat. La société française a vécu très longtemps sur le modèle individualiste. C'est-à-dire : ce qui est reconnu, c'est l'individu et non pas les communautés.

Mais, est-ce qu'il n'y a pas moyen d'envisager d'autres possibilités ? On peut imaginer qu'on peut être citoyen d'une société et en même temps avoir de multiples appartenances. D'autant que nous sommes de plus en plus, pour ce qui est des sociétés modernes, dans ce que j'appelle les identités à la carte. Un individu est plusieurs choses en même temps. Et, Dieu merci, c'est la diversité qui fait la richesse du monde ! Si seulement ces hommes politiques... bon, je ne peux pas dire... je ne leur jette pas la pierre, parce qu'il faut le temps de penser, et c'est pas toujours quand on est dans l'action... c'est pas évident ! si seulement ils pouvaient penser comme Montaigne, qui disait "je voudrais faire de la diversité du Monde mon livre d'écolier" ou quelque chose comme ça. Ce serait très bien. Parce que là, on n'en sort pas. Alors on vous dit maintenant, on revient... le projet Raffarin pour moi n'a aucune nouveauté. Celui de Fillon, c'est bien qu'il le fasse, mais quand il insiste sur l'intégration républicaine, pardonnez-moi de vous dire, quand même, que c'est le projet porté par les socialistes. C'est le projet porté encore, à plus forte raison et de façon beaucoup plus rigoureuse par les chevenementistes. Les Verts n'y sont pas hostiles. Le Front National ne veut même pas en entendre parler, bien qu'il le mette aussi en avant, lui, c'est la désintégration républicaine. Alors, voyez que ce débat-là est complètement piégé. Parce que si je dois être ceci ou cela, comme le disait très justement mon collègue à ma gauche, et bien c'est que je peux être rien en même temps ! Nietzsche disait - le philosophe allemand - "deviens ce que tu es". Seulement on pouvait avoir là encore présent à l'esprit le fait qu'on peut devenir ce qu'on est. Après tout, j'ai des origines. Je suis d'origine musulmane, enfin, j'ai une religion musulmane, ou chrétienne, ou juive, ou bouddhiste. Je suis en même temps français, d'un pays plein de diversité, de richesses, etc. C'est une bonne chose d'être en France et de penser diversité. Je ne comprends pas que l'on veuille réduire la diversité à ce point. Qu'on veuille la réduire comme une sorte de peau de chagrin. Plutôt que de travailler sur les fondements anthropologiques de la société française ! C'est-à-dire, c'est la diversité. Diversité des langues, diversité des régions, diversité des fromages... et des vins ! comme vous le savez.

Donc, voyez : plutôt que de partir de la diversité, et bien non, on préfère penser plutôt "unité". C'est comme s'il y avait effectivement cette obsession de l'unité. Or, l'État - Nation, désolé ! est en crise. De toutes façons, avec le passage à l'Europe, on est bien obligé de se voir un peu métèque, hein ! même si c'est un métèque... du Nord. Avec des composantes du Nord, disons. Par le Sud, il vaut mieux éviter. Ça noircit un petit peu et plus vous allez loin vers le Sud et plus vous risquez de devenir noir, alors, c'est grave ! Franchement, moi, ce débat-là, je pense qu'il faut qu'il ait lieu. Il faut que les militants associatifs, que les citoyens le portent. Et disent que ce n'est pas

l'intégration républicaine qui enrichit la France - sans nier la dimension individuelle de cette intégration - mais bien le fait qu'il y ait de la richesse linguistique. Qu'on décrète que c'est des patrimoines de l'humanité, parce que ça fait partie d'une histoire, riche des êtres humains, le fait de parler diverses langues, le fait d'appartenir à diverses cultures. Ce n'est pas un appauvrissement, c'est une forme de richesse. Donc, il faut que le débat soit posé comme ça. Pourquoi ? Parce qu'ils pensent que... d'ailleurs, derrière le communautarisme, c'est l'islamisme, quand même. Franchement, la peur du communautarisme, de quoi il s'agit ? Simplement de la peur des Musulmans de se constituer en communauté - minorité. Moi je vous dis ceci : tout à l'heure, on a eu des passages d'un historien, d'un grand historien - Michelet, quand même, c'est pas peu - et bien, moi, je me réfère à un ouvrage, j'ai pas la citation sous les yeux, de Georges Mocco, "Les étrangers en France". Peut-être un des ouvrages les plus fondamentaux écrits sur les questions d'immigration. "Les étrangers en France", 1932, paru chez Armand Collin. Où il disait - il y a à peu près statistiquement le même nombre d'étrangers qu'aujourd'hui - et bien il disait : "oh là là, qu'est-ce que c'est dangereux pour la société française et pour son unité que des îlots se forment ici et là, que des communautés se regroupent entre elles!". Et vous savez de quoi il parlait ? Des Espagnols, Italiens et Polonais. Vous voyez que la question n'est pas nouvelle. Et donc, aujourd'hui, l'Islam n'est pas plus un danger pour la République que la République n'est un danger pour l'Islam. Il faut aussi regarder les choses de l'autre côté. Et je pense que la question du communautarisme est mal posée. C'est-à-dire elle est idéologisée, donc diabolisée. On peut appartenir à une communauté et être citoyen d'un pays. Et c'est ce que j'appelle la *communauté symbolique*. Pas forcément une communauté politique, on ne parle pas de communauté politique, on parle d'une communauté symbolique. Et bien, moi je suis content de me retrouver dans des fêtes où il y a des Arabes, des Berbères, et je danse, et je retrouve une musique, etc. C'est une façon d'être pour moi, socialement. Mais le lendemain, je suis ailleurs, je suis dans une fête où on écoute des chanteurs français. C'est une fête où je trouve d'autres choses, d'autres modes de musiques, d'autres formes d'expression, d'autres langues ! Vraiment, si je pouvais parler toutes les langues du Monde, je serais l'homme le plus riche de la planète ! J'en arrête là, parce que sinon...

Applaudissements.

Jean-Paul Becvort

Maintenant, pour continuer l'échange, on va faire circuler des micros dans la salle car le débat est enregistré.

Auditrice 1

Bonjour. J'ai entendu ce que vous disiez... moi, je suis une B.F.C., hein ! Excusez-moi... Je suis une B.F.C., c'est-à-dire une blanche, francophone, catholique. Depuis longtemps ! (rire) Mais quand vous parliez de cette violence d'État... enfin... que moi, j'interprète comme une violence d'État, en parlant, donc de ce qui vient d'en haut, qui se répand sur le bas, le bas étant tenu de se conformer à ce qui vient d'en haut... Je l'ai déjà dit mais, récemment, j'ai lu un livre qui m'a un petit peu interpellée sur le gouvernement Raffarin, le programme Raffarin, la France d'en haut et la France d'en bas. C'est un ouvrage d'une psychologue, Françoise Sironic, qui a beaucoup travaillé et qui travaille encore sur la torture. Et donc, le bouquin en question c'est *Victimes et bourreaux*. Elle explique comment se pratique la torture. Et une des méthodes de la torture, c'est de créer un code obsessionnel, je reprends ses propos, où, la méthode, c'est de faire accréditer l'idée qu'il y a ceux d'en haut... donc, les gens qu'on torture c'est une effraction psychique et intellectuelle... on les fait penser qu'il y a effectivement des gens d'en haut, qui possèdent le savoir, bon, c'est comme ça qu'il faut être, et ceux d'en bas, les vers de terre qui grouillent, qu'il faut absolument... Alors voilà, c'est ce haut et ce bas qui est constamment un petit peu à répétition, donc qui est un procédé de torture, et qui m'interpelle un petit peu, quoi !

Philippe Martel

Rien à dire, effectivement, je crois que dans les sociétés telles qu'on les connaît, ça marche assez bien. Parce que c'est le moyen d'établir un consensus. Consensus qui ne marche que s'il y a accord, c'est ça que ça veut dire "consensus". Le bon régime, ce n'est pas celui qui se contente d'imposer une loi qui montre son vrai visage. Et c'est pourquoi l'imposition du français aux Occitans, elle s'est pas fait toute... parfois, elle s'est fait par des méthodes extrêmement brutales... mais la plupart du temps, elle a marché finalement avec l'adhésion de la population. Le jeu consistait à faire admettre aux indigènes que leur seule solution pour s'en sortir, c'était de se conformer à ce qu'on leur proposait. Ils n'en avaient pas d'autres ? La seule autre possibilité qu'ils auraient eue, ça aurait été d'inventer un autre type de fonctionnement, et ils n'en avaient absolument pas les moyens. Ni socialement, ni politiquement, ni culturellement.

Jean-Paul Becvort

Enfin, il me semble qu'on peut donner une perspective. Ça ne s'oppose pas à ce que vous venez de dire mais moi, je constate quand même que, finalement, les premières mesures sur l'enseignement obligatoire du français à l'exclusion de toute autre langue, ça commence sous Louis Philippe, avec Guizot. Et je constate, comme par hasard que le Félibrige se crée en 1854, un peu avant les lois Ferry de 1880, et en fin de compte, que toute la sphère occitane s'organise culturellement en réaction. Alors, dans un contexte particulier : Mistral, il demandait *una pichòta plaça al provençal a l'escòla* et les populations ne sont pas restées inertes, et les choses ne se sont pas fait de façon si simple ! Moi, je sais que j'ai eu un grand-père qui aurait pu être mon arrière-grand-père, qui n'a appris le français qu'à onze ans, et il m'a expliqué - c'était pas loin d'ici - comment ça s'est passé à l'école. Évidemment, c'est pas une violence tellement physique - quoique... - mais c'est une violence psychologique incroyable ! C'est-à-dire que, quand il est entré à l'école, près de Montech, au nord de Toulouse - dans un premier temps, bon, on leur apprenait le français, comme on nous apprend l'espagnol ou l'anglais aujourd'hui. Et puis, au bout de deux - trois ans, interdiction de parler occitan. On remet un insigne, qui pouvait être une pièce trouée ou un sabot ou un bonnet d'âne. Déjà, on le remet arbitrairement à un enfant au début de la classe. Et puis, quand un autre enfant *s'échappe*, comme on disait, en patois, c'est-à-dire en occitan, et bien, il doit remettre cet insigne à celui qui s'est *échappé*. Et, à la fin de la journée, ce pauvre malheureux qui se retrouve avec cet insigne... finalement, il a perdu sa journée, quoi ! qu'est-ce qu'il a ? Finalement, rien de si extraordinaire mais c'est quand même un conditionnement à la honte de soi, il avait simplement une corvée de bois l'hiver et puis quelques petits coups de bambou l'été. Mais, dans tous les cas, qu'est-ce qu'il apprenait fondamentalement ? La délation. Et, comme vous le disiez tout à l'heure, ses parents, ils lui ont transmis une langue qui n'a même pas de nom, que *patois*. Vous l'avez très bien dit, c'est un système binaire qui est : soit vous parlez le langage des dominants, soit vous parlez un autre langage et c'est du patois. Alors, que ce soit de l'occitan, du basque, du breton, ou je sais pas quoi, on veut même pas le savoir, ou une autre façon de parler le français tout aussi légitime, on veut même pas le savoir ! C'est du patois, racine germanique *pat*, qui veut dire *vulgaire*. Vous êtes un vulgaire, voilà. Vous êtes sale, et puis... non, c'est-à-dire qu'il y a une violence très forte, je pense. Ça s'est pas passé si simplement. Et la société méridionale n'est pas restée sans réponse, sans action. N'oublions pas que le Félibrige a donné une structuration culturelle qui n'avait jamais existé dans tout le Sud de la France et puis est quand même arrivé à produire un Prix Nobel, qui s'appelle Frédéric Mistral. Et moi je pense que, vu le contexte, il y a eu de la réaction.

Philippe Martel

Deux choses, pour te répondre. Bon, le signal, d'accord. Mon équipe est en train de lancer une enquête pour collecter les derniers témoignages qu'on pourra collecter là-dessus. Ceux qui ont utilisé le signal, c'est pas les plus malins. Je dirais même que c'était des gros pas malins. Le jeu était beaucoup plus subtil. J'y reviens, là : il fallait que les gens acceptent d'eux-mêmes l'idée que, après tout, c'était pour leur bien. Bon, ils se prenaient des baffes. Mais attention ! Ils se prenaient aussi des baffes quand ils disaient que deux et deux font cinq. Et puis, quand ils rentraient à la maison, ils se prenaient une seconde rousté, hein ! il y a la rousté de l'institut et puis la rousté du

papa ! Parce que, bon, voilà... ils étaient à l'école pour en bavarder en espérant qu'il en sortirait quelque chose. Alors, ça, ça ne résume pas quand même tout le processus d'apprentissage du français, qui se fait avec une violence psychologique, là je suis totalement d'accord, mais c'est une violence psychologique qui ne prend pas toujours des formes aussi ouvertes, aussi franches et aussi brutales que le signal. Et je dirais même que les autres sont pires. Après tout, on choisit son camp. Le mouvement occitan s'est justement bâti sur la dénonciation de ce genre de pratiques. Mistral a écrit des pages immortelles là-dessus. Mais l'institut beaucoup plus malin... bon, il y a un témoignage de l'écrivain Jean Boudou qui décrit sa rentrée à l'école primaire, au fin fond du Rouergue. Là, le maître voit à peu près ceux qui ne parlent pas français, il les met au fond à la table des ânes. Et ensuite, il procède par la méthode d'immersion. A force d'entendre du français, les gamins finissent par comprendre deux ou trois trucs, et à ce moment-là, on les sort de la table des ânes, on les rapporte... Je veux dire, la honte et la violence, elles y sont aussi, mais c'est soft ! C'est beaucoup plus soft. Ça, c'est une première chose.

Deuxième chose : tu parles de Mistral. Et les Félibres ? c'est qui, les Félibres ? C'est pas du tout les occitanophones de base, paysans monolingues occitans. C'est des gens qui sont déjà passés par l'école française. Mistral, bachelier, mention bien. Avec des notes extraordinaires en latin, en grec. C'est un type qui écrit très bien français... à Paris, on se moque de lui parce qu'il a un accent du Sud, mais aucun problème pour le français. La plupart des Félibres n'ont aucun problème pour le français. La plupart des occitanistes, aujourd'hui, à de rares exceptions près, ce ne sont pas des gens qui ont été élevés en occitan dans une cour de ferme, c'est des petits bourgeois - je le dis sans nuance péjorative, j'en suis un moi-même - qui ont entendu le grand-père parler, qui ont le français de toute manière comme langue d'usage, et qui ont pu se permettre le luxe, parce que dans cette société c'est un luxe ! de revenir aux origines. Et qu'est-ce qu'on voit, quand on regarde, dans les générations d'immigrés par la suite ? La première génération d'immigrés espagnols, italiens ou probablement maghrébins : la défense de la culture d'origine, hein ? Négatif ! Ce qu'ils veulent, c'est se sauver le plus vite possible. Les Arméniens, pareil. Ils débarquent à Marseille, les Arméniens, je vais te dire... c'est à la deuxième ou à la troisième génération que leurs gamins ou leurs petits-enfants s'aperçoivent que, quelque part, ils se sont fait avoir. Que, quelque part, on leur a pris quelque chose, ou qu'on a pris quelque chose à leurs parents ou leurs grands-parents. Et, à ce moment-là, ils peuvent se permettre de le récupérer. Et ça, faut bien voir que, de plus en plus, dans notre société, ce sera un cas de figure de plus en plus fréquent. Et donc, si on s'imagine qu'il n'y aura pas demain de petits maghrébins de troisième génération qui auront envie d'apprendre le berbère ou l'arabe, on se trompe lourdement. Quand j'étais prof de lycée, j'avais des élèves berbères, ils étaient en Terminale, donc, ça y est, intégrés. Ben, ils se revendiquaient comme berbères, parce que, justement, ils avaient très exactement le même profil que ceux des défenseurs de l'occitan. Ils étaient passés suffisamment loin de l'autre côté du mur que représentait la mort de la langue, le handicap de la langue, pour pouvoir se permettre d'interroger, du cœur même de la culture française, disons, les désastres qui avaient été faits. C'est précisément de notre point de vue à nous, les descendants, nous pouvons dire : "hé, oh ! qu'est-ce qu'on a fait à nos ancêtres ?". Là, Mistral dénonce... un texte - ça se passait chez moi au fin fond des Alpes françaises, dans un coin qui, d'ailleurs, était francisé, alphabétisé depuis le XVIII^e siècle. Et pourtant, chéac ! on les punit ! - il raconte l'histoire d'une petite fille qui n'ose plus parler. Nulle part, pas à l'école, pas chez elle. Parce qu'elle a toujours peur qu'il y ait un petit copain derrière les volets qui soit prêt à la dénoncer à l'institut parce qu'elle a parlé patois. Et donc, ce système fabriquait effectivement des enfants muets. Et bien, quand je suis par chez moi, et que je parle occitan par chez moi, mon occitan de là-bas, j'ai le sentiment que, quelque part, je venge, à mon petit niveau, cette fille humiliée, cette fille à qui on a imposé le silence en 1893. Et c'est cette situation dans laquelle nous sommes. Mais c'est précisément la francisation qui nous permet de revenir là-dessus. De la même façon, l'école primaire, qui devait fabriquer de gentils petits travailleurs qui obéiraient au patron et tout ça, a aussi fabriqué les cadres du mouvement ouvrier. Les cadres du mouvement ouvrier, ce sont d'excellents élèves de l'école primaire. En d'autres termes, le système, il est contradictoire. D'une part, il fait des dégâts, mais en même temps, il fournit, à ceux dans bas, les armes...

Jean-Paul Becvort

Non, mais il ne faut pas confondre deux choses. C'est que...

Auditeur 2

Vous continuez le débat entre vous ou vous passez la parole à la salle ...?

Ahsene Zehraoui

Enfin, à la salle, bien sûr ! la salle !

Auditeur 2

... Non, sinon, on passe à côté, on a tout ce qui faut !

Donc, Jacques. Moi, je suis de la communauté de la Reynerie, là, à côté. Mais, en fait, je suis de la communauté russe. D'origine. Je ne parle pas le russe, je parle à peu près le français. Et au fond de moi-même, quand je vois la débauche qui a été faite l'autre jour par Monsieur Chirac et compagnie sur un truc de la francophonie, je suis très stupéfait, je suis mal à l'aise, parce que, au fond de moi-même, quelque part, si je suis intégré aujourd'hui apparemment, j'en ai rien à foutre de savoir aujourd'hui si demain on parlera encore ou on parlera pas le français.

C'est pas mon problème aujourd'hui. Et que, demain, dans notre Europe qui se construit, on parle l'anglais ou autre chose me laisse complètement froid. À la limite, les jeunes choisiront la langue la plus facile et la plus rapide pour communiquer entre eux. Donc, ça, ce sera leur logique à eux et c'est pas la mienne aujourd'hui et je ne vais pas me faire le défenseur absolu d'une langue plutôt qu'une autre. D'autre part, j'ai regardé aujourd'hui les actualités télévisées sur la Deux. Et bien, au fond, ce que vous dites aujourd'hui, quand on veut détruire un peuple... à propos de la Tchétchénie, ce qui se passe actuellement, le commentaire du monsieur d'Antenne 2, qui n'est pas du tout politisé, bien sûr, comme chacun le sait ! la voix de son maître qui parle plus que jamais, et bien expliquait que les mecs qui avaient occupé le théâtre là-bas, à Moscou, et qui avaient pris des otages, c'était des Musulmans, des intégristes, d'affreux salopards, etc. Et que donc, quelque part, d'une certaine manière, au fond, les Russes avaient parfaitement raison de se battre contre eux et, éventuellement, de les éliminer. Donc, c'était super et parfait. C'est quand même ça le langage qui a été utilisé. Et nous, aujourd'hui, on se prétend et français, et européens, pays des Droits de l'Homme, etc. Et on laisse passer sur une télévision française la voix de son maître, qui dit... ! et on accepte ce genre de truc historique faux. C'est-à-dire que quelque part, on accepte l'épuration ethnique, ni plus ni moins. Donc, faut pas être surpris aujourd'hui qu'il ait pu y avoir d'autres épurations. Par contre, ce qui me surprend dans votre débat : moi, j'ai eu l'impression qu'il y a eu un oubli. Vous savez, c'est peut-être parce que mes influences ont été marquées du côté marxiste, c'est possible. Je dis bien : des influences. J'ai jamais lu Marx et j'avoue franchement que c'est insipide, pour moi, en tout cas. Mais ce que j'en garde c'est que l'analyse économique, à un moment, a manqué diablement dans vos références. Moi, je me dis, à partir du moment où j'ai vu *Des racines et des ailes* l'autre jour sur Rome, et l'influence de Rome et comment ça a été un empire, ça a été un empire économique. On peut me raconter tout ce que l'on veut ! Rome a pillé tous les États qu'il contrôlait, il a réussi à avoir une espèce d'idéologie très fascinante parce que, finalement, il a su se servir des modèles de chacun en les transformant à son avantage. Pour autant, c'est un système économique parfaitement organisé et orchestré. Alors, où est-ce qu'on en est ? et bien, les 36 000 communes de France, elles existent.

Auditeur 3

Oui, moi, je suis breton, alors, ma langue maternelle était le breton. Donc, je suis très sensibilisé à toutes ces questions. J'ai été frappé... il m'a semblé qu'on a eu au moins deux conférences tout à fait différentes. La troisième, j'ai beaucoup apprécié, parce qu'elle regarde le présent, se rappelle le passé et vise l'avenir. Et nous donne des voies de réflexion, je crois que c'est extrêmement important. Je suis moins à l'aise, je le dis simplement, avec les deux conférences précédentes, parce que je trouve d'abord que le parcours historique est assez unilatéral, voire caricatural. Moi,

j'ai connu l'école laïque dans une campagne. Et, à cette époque, dans les campagnes, c'était les prêtres qui étaient les défenseurs du breton. Tous les sermons se faisaient en breton, et uniquement en breton, dans les campagnes jusqu'au milieu des années cinquante. Il ne faut pas l'oublier. À l'école laïque, on parlait français, mais on avait le droit d'aller au catéchisme breton. Et on avait des heures pour. Donc, je ne pense pas qu'il faille voir les choses de manière aussi caricaturale. D'autre part, mes parents m'ont envoyé au catéchisme français. Pourquoi ? On parlait breton à la maison. L'une des raisons étant qu'ils avaient perçu que la langue de libération, c'était le français. Que la langue de servitude, pour rester garçon de ferme ou fille de ferme... il fallait continuer à parler breton et que breton. C'est un fait. Et, ça c'est quand même une chose... le français a quand même beaucoup apporté, faut quand même pas l'oublier.

Philippe Martel

J'ai pas dit le contraire.

Auditeur 3

Si, parce qu'il n'y a quand même eu que l'aspect négatif des choses qui ait été présenté. Et alors, l'autre question, qui serait quand même beaucoup plus intéressante : comment, aujourd'hui, à partir de la situation telle qu'elle est, telle qu'elle nous a été léguée, peu importe, on va pas revenir mille fois là-dessus - parce que l'histoire du bouchon qu'on se passe, on l'a entendue mille fois - (*brouhaha dans la salle*)... maintenant, de quelle manière envisage-t-on ce dialogue entre plusieurs langues, entre plusieurs cultures ? C'est ça qui est l'important aujourd'hui. Les autres questions, maintenant, c'est du passé. Et c'est vrai que l'Europe s'ouvre, le Monde s'ouvre, on ne peut pas ignorer ça. Moi, je vois, j'en connais aussi en Bretagne, c'est toujours pareil ! Des bons petits bourgeois qui envoient leurs enfants apprendre le breton à l'école Diwan, etc. et qui, par ailleurs, ont toutes les facilités culturelles possibles et imaginables, ça me fait un peu rigoler, hein !

Philippe Martel

Il est normal que j'aie parlé de passé...

Ahsene Zehraoui

... La salle, quand même, la salle...

Nadia Touhami

Bonsoir. Nadia Touhami. J'aurais trois questions à poser.

Une afférent aux langues minoritaires : nous savons qu'en France, il y a un projet, ou une charte, je ne sais trop... Sur les langues minoritaires, en tout cas, il y a une mobilisation de certaines personnes, certains groupes autour de cette question-là. On sait aussi que, sur notre planète, il meurt des langues minoritaires tous les jours. Et j'aimerais savoir s'il existe des groupements ou des groupes d'étude qui réfléchissent au moyen de sauver ces langues qui disparaissent chaque jour.

Ma deuxième question, elle se pose au niveau de l'intégration et de ce phénomène d'intégration et d'assimilation que vous avez décrit, historiens et sociologues, depuis cette immigration de peuplement qui a 200 ans maintenant. Et vous avez également très bien décrit la crise que traverse la France aujourd'hui. Mais cette crise a-t-elle une répercussion sur ce phénomène naturel d'assimilation des étrangers qui arrivent dans le pays ? Est-ce qu'il y a vraiment une incidence ? Est-ce que ça se passe normalement et naturellement ? Ou est-ce qu'il se passe aujourd'hui des choses en France, en Europe et dans le Monde qui font qu'il y a des freins ?

Ensuite, ma troisième question, elle est par rapport à cette multitude de références, d'appartenances, de niveaux d'identité qui font l'individu. Lorsqu'on est français d'origine algérienne, par exemple, c'est tout un travail et ça prend des années à s'accepter tel que l'on est, avec ces multiples facettes qui font notre personnalité, notre histoire, tant en tant que Français qu'en tant qu'Algérien, je suppose que ça doit être vrai pour d'autres régions du Monde... Et

puis, on vit très bien cette multitude en soi, on arrive à être un avec soi-même et bien avec soi-même, à la limite à l'intérieur, avec sa famille, peut-être dans un groupe associatif. Pas très loin, en tout cas. Socialement, c'est très difficile, parce qu'il nous est toujours renvoyé la différence comme étant un problème et pas une richesse. Et, plus on avance dans le temps et plus on écoute les informations, plus on voit des projets de loi arriver, et plus on se dit que ça devient de plus en plus difficile. Est-ce que, à un moment donné, on va voir le bout du tunnel ou pas ? Est-ce que vivre sa multitude identitaire, être bien dans sa peau et ne pas ressembler à un puzzle, ça devient une mission impossible ? ou ... ? Voilà, ma question, elle est là et... comment, comment y arriver ?

Ahsene Zehraoui

On continue pour la salle ? Il n'y a plus personne dans la salle, là ? Non ?

... Donc, par rapport à la question de l'intégration et de l'assimilation, je ne voulais pas être trop long, parce que je vous ai dit, bon... pour moi, l'assimilation, c'est être digéré... Alors, ce qui est quand même incroyable c'est que des gens disent que dans l'intégration, on conserve sa culture, dans l'assimilation, on la fait disparaître. Alors que l'assimilation, pour moi - en tout cas, c'est une de mes hypothèses, avec Emmanuel Todd, et comme il est plus médiatisé que moi, on aurait dit "C'est Zehraoui qui a copié Todd.", mais j'ai écrit avant lui, alors... donc, c'est quand même un bonheur pour moi à ce niveau-là - même si je me trompe, je dis que l'assimilation, c'est une forme ultime de l'intégration. C'est-à-dire que l'intégration, c'est comme une médaille à deux faces : elle produit de l'assimilation en finalité, ou bien elle produit de la ségrégation, à deux niveaux. C'est-à-dire, par auto-ségrégation : je suis maghrébin, donc je me reconnais comme tel, portugais, etc.. Mais aussi par hétéro-ségrégation. C'est un double processus, à force d'insister sur l'autre tel qu'il est, c'est-à-dire en l'enfermant et non pas en lui permettant de s'ouvrir à partir de ses propres origines, mais en l'enfermant dans ses origines. C'est là, justement, que commence le racisme, c'est quand on enferme l'autre dans ses origines, et non pas qu'on permet à l'autre de s'ouvrir à partir de ses origines. Donc ça produit, par hétéro-ségrégation - c'est-à-dire, l'autre vous désigne en tant que ce que vous êtes, vous enferme - à ce moment-là, eh ben ! vous pouvez être aussi dans la surenchère identitaire. Et Monsieur, je partage tout à fait ce que vous disiez... il y a un double danger quand on parle des langues et des cultures... c'est un double processus, vous voyez : hétéro-ségrégation et auto-ségrégation. Mais c'est toujours de l'intégration. Que ce soit de l'assimilation ou que ce soit de la formation de minorités-communautés, dans les deux cas, moi je ne connais pas d'individus qui vivent dans une société qui ne soient pas intégrés ! Seulement, quel est le niveau et la forme d'intégration ? C'est ça, le problème. À quelle place, quel statut vous vous situez dans cette société ? Quelle langue vous parlez, quelle culture vous avez ? etc.. C'est ça, des niveaux et des formes d'intégration et non pas l'absence d'intégration. Ça n'existe pas, je suis désolé : des individus qui vivent, produisent, dans une société, consomment, vont chez le boulanger, le boucher, va à l'entreprise etc., c'est une forme d'intégration. Mais il y a des faibles niveaux d'intégration comme il y a des intégrations plus fortes. Parce qu'on donne comme modèle de l'intégration celui qui a, voyez, le trois pièces-cuisine-salle de bain plus attaché-case. C'est ça, le modèle de l'intégration ! C'est-à-dire, c'est le modèle dominant. C'est le modèle de la classe moyenne, c'est celui-là qu'on donne comme modèle de l'intégration. On ne parle pas du Français, d'ailleurs disparu, avec baguette, béret, etc. Non, c'est l'intégré, c'est celui qui est bien, quoi. Qui est bien dans tous les sens du terme, c'est-à-dire qui a socialement réussi. Et donc, j'oppose pas l'assimilation à l'intégration, je dis que l'assimilation, c'est une forme. Alors, le double danger, c'est de folkloriser les cultures et les langues. Ça c'est le premier danger. Le second danger, c'est de verser dans la surenchère identitaire, en ne reconnaissant pas la langue de l'autre. Le français, je le parle : moi-même, j'ai commencé à neuf ans. Eh bien, je l'ai appris, ça me sert, mais comme disait Kateb Yacine, c'est une forme de butin de guerre. Pour nous, les colonisés, c'est encore pire. Mais à partir du moment où on a cette langue, c'est une belle langue je pense, la langue de Voltaire, de Molière... je crois que, le problème, ce n'est pas la question de la langue de Voltaire, qui est une très belle langue riche d'histoire, d'humanité, etc... c'est le

problème de la reconnaissance des autres langues qui est en jeu et en enjeu. Et donc, je crois que le problème, il est là.

Maintenant, quant aux questions d'assimilation : c'est vrai que, quand les sociétés sont moins en crise - et j'en arrête là ! - effectivement, elles ont tendance à produire moins de boucs émissaires. Et donc, dans des situations de précarité sociale, de crise économique - et la dimension économique, elle est toujours présente et fondamentale - ... Parce que, pourquoi les immigrés sont vulnérabilisés au niveau de leur culture ? C'est qu'ils appartiennent à des catégories sociales dominées économiquement. C'est un double niveau. À la fois économiquement et socialement, et ensuite culturellement. Les deux en même temps. Et donc, leurs langues n'ont pas de valeur puisque eux-mêmes, socialement, ils sont en position de dominés. Ce ne sont pas des langues dominantes qu'ils peuvent transmettre. Donc, les dominants s'arrangent toujours pour... évidemment, l'économique est fondamental ! ... mais il y a toujours cette tendance à inférioriser le dominé, sinon le dominant n'a pas de légitimité, sur le plan idéologique. Il ne peut pas s'en sortir. Il faut que, d'abord, un : le dominant infériorise le dominé. Et on a vu, la figure... quand vous prenez de la littérature concernant les immigrés aujourd'hui, quand on fait des sondages d'opinion - je préfère le terme "populations issues de l'immigration" - et que vous prenez le livre de Louis Chevalier *Classes laborieuses, classes dangereuses* écrit au XIX^e, et là, on a parlé des occitans... je vous assure que c'est les mêmes figures ! Dangerosité, plus ou moins fainéantise, très éloignés, mis à distance. Or, dans les discours idéologico-politiques sur l'intégration j'ai pas voulu insister parce que je veux pas monopoliser la parole, j'ai alerté plus d'une fois les hommes politiques en disant : "Arrêtez de faire des discours sur l'intégration. Faites des actions". Pourquoi ? Parce que le discours sur l'intégration a été porteur d'un double danger. Et, le premier danger, c'est qu'il renforce l'étrangeté de l'étranger. Quand vous dites "Il faut les intégrer", vous renforcez dans les représentations sociales le fait qu'ils sont différents de nous. Donc vous renforcez la distance entre ce qu'on appelle le Eux et le Nous.

Deuxième niveau de danger : c'était vraiment ouvrir le boulevard au Front National. Puisque quand on dit "des politiques d'intégration en direction des populations immigrées ou issues de l'immigration", eh bien, les petites gens, à tort ou à raison, pensent qu'ils sont propriétaires de la Nation. Et ils sont chez eux, et c'est une vérité. Même si on peut la contester sur le plan social et culturel, économique, politique, tout ce qu'on veut... eh bien, ils se disent : "il n'y en a que pour les Arabes et pour les Noirs". Moi, je vous invite à faire des enquêtes auprès des assistantes sociales des mairies, vous verrez que ce type de discours revient beaucoup chez les petites gens, dites françaises de souche - il faut gratter, on trouvera des origines étrangères - mais qui se disent... c'est-à-dire, c'est ce que j'appelle, en transposant une catégorie des États-Unis, le racisme de type "petit Blanc". Hein ! C'est le racisme de type "petit Blanc", qui, dès que le Noir, dans une société de crise, se met en compétition avec lui, le met à distance, n'accepte pas d'être en compétition égale. Et du coup, il se dit : "Comment, de nous, on est dans une - pardonnez-moi l'expression - dans une merde sociale pas possible, on ne fait rien, et des immigrés, on s'occupe !". Du coup, ça alimente le racisme ordinaire, et ça apporte de l'eau au moulin de la thèse de la préférence nationale. Et qui est défendue par qui ? Vous le savez. Pas la peine d'en ajouter plus.

Alors, je vais en arrêter là, vous voyez que dans les situations de crise, l'assimilation est beaucoup plus difficile. Parce que quand on devient comme l'autre, eh ben, on a les mêmes droits. Bon, l'autre ne veut pas que vous ayez les mêmes droits. Et c'est là le problème de la France, c'est celui de la discrimination. Actuellement, ce développement du racisme ordinaire alimente la crise. Tant qu'il y avait des travailleurs immigrés qui allaient dans une entreprise où ils n'étaient concurrents avec personne, ils occupaient les postes les plus durs, les plus dangereux, les plus lourds... il y avait pas de Français qui voulaient le faire pendant cette période des trente glorieuses. Ils étaient pas en compétition ! Alors, ils avaient un racisme qui était fondé sur leur étrangeté, leur mode de vie, leur culture. Par contre, avec les jeunes : les jeunes sont des citoyens en devenir lorsqu'ils ne sont pas encore citoyens. Des citoyens en devenir, donc ils sont dans la compétition économique avec l'autre. Ils se disputent le principe d'égalité. Et du coup, ben, on joue sur les origines, voyez ! Donc, que des institutions de la République comme l'école, la police, la justice discriminent, écoutez... c'est même pas la peine de commenter.

Parce que, là, on comprendrait ce qui se passe dans les cités. On comprendrait d'avantage comment ces cités, barbarisées, ce que mon ami, là, ...a appelé "le barbare imaginaire". Les cités sont vues comme celles de barbares. C'est-à-dire que, ici, il faut pas mettre les pieds, parce que vous n'en sortirez pas vivant. Alors, quand les jeunes réagissent aujourd'hui de cette façon... Moi, je condamne cette violence qui fait qu'on brûle. Ah ! parce qu'on brûle les voitures de qui ?... Les enfants, ils se suicident, d'une certaine façon. Collectivement, malheureusement. Mais n'empêche que moi, je me souviens pour avoir été... Hafid le sait... avec la marche des Beurs, c'était une période formidable où les jeunes, quand on tuait un des leurs, ils ne brûlaient pas les voitures : eh bien, ils créaient une association, un groupe de musique, un groupe de théâtre. Pour répliquer, comme disait l'autre - je me demande si c'est pas Zinédine Zidane, parce qu'il s'appelait Yazid, mais si je trouvais cette interview de cette époque-là, je serais riche, et alors je serais pas avec vous, hein ! Non mais, vous imaginez ! Ils disaient des réponses intelligentes. Pourquoi ? Parce qu'ils ont cru pendant longtemps que les institutions de la République allaient répondre. Or, les institutions de la République n'ont pas répondu. On n'a pas condamné les meurtriers à la juste peine, à la peine équivalente à celle d'un meurtre, tout simplement. Ni raciste, ni rien. On tue un individu, et on doit être condamné pour cet acte barbare. Je dis pas la peine de mort, mais "doit être condamné pour son acte". Or, on les a pas condamnés, du coup la classe d'âge qui est venue derrière est désespérée par rapport aux institutions. Il y a, donc, perte de confiance dans l'État, etc. Eh ben ça donne : "tu touches mon pote, je te brûle tout ton quartier". Et malheureusement... il faut le dire, aux jeunes, que ça, c'est pas la solution ! Mais, si on ne comprend pas leur propre logique, la précarisation, l'insécurité dans laquelle vivent leurs parents, eux-mêmes par rapport à l'avenir etc., écoutez, on peut créer des lois d'exception, hein ! Voilà, c'est bon. Vous savez ce qui adviendra.

Philippe Martel

Tout à fait d'accord avec la différence entre le temps de l'espoir, finalement, la *Marche des Beurs*, qui était un moment d'espoir et de demande d'intégration et la réponse qui a été donnée, qui aboutit à des résultats tout à fait différents.

Rapidement : sur la question de l'économie, je pense que, aussi bien Ahsene Zehraoui que moi, on n'a pas posé le problème seulement en termes culturels ou même politiques. L'État, l'État... moi aussi, il m'est arrivé de rencontrer des marxistes, l'État, c'est toujours le représentant d'une classe... Simplement, c'est pas seulement une domination économique, policière, tout ça... c'est aussi une dimension idéologique. Une question d'hégémonie culturelle qui fait que le sujet est appelé à adhérer aux valeurs qui lui sont diffusées par la société dominante. Et donc l'économique et le culturel et l'idéologique sont intimement liés. Sinon, la machine ne marche pas. Le sujet finit toujours par se rendre compte qu'il s'est fait avoir quelque part, et dans ce cas il n'est pas content !

Pour la réponse sur le cas du breton, première chose : j'ai parlé histoire, bien entendu, mais j'ai parlé histoire parce qu'on me l'a demandé. Moi, je suis gentil, on me demande de parler histoire, youkaïdi ! je parle histoire. En plus, je suis historien, bon... il faut bien vivre ! Ceci dit, je répète qu'il me semble que le passé, dans la mesure où les mentalités sont inertes et se prolongent, peut éclairer le présent. Alors, sur le cas breton, tout à fait d'accord : je crois que, fondamentalement, je ne suis pas sûr qu'on soit si en désaccord que ça et je comprends votre position. C'est vrai que l'Église, au Pays Basque, dans certaines régions, en Bretagne... a pu jouer le rôle dont vous parlez, c'est-à-dire la langue locale comme écran contre les idées voltairiennes qui-que-dont, avec donc la devise que vous connaissez certainement : "la Foi et la Langue sont frère et sœur en Bretagne". (*la devise en langue bretonne*). Ceci dit, soyons dialectiques dans cette histoire, hein ! On va pas opposer les méchants curetons et les gentils hussards noirs de la République, parce que, vous savez : moi, ma grand-mère elle a été à l'école religieuse et elle aussi, elle se prenait des baffes quand elle parlait patois. Et, même en Bretagne, ça dépend des époques et des évêques. Il y a des évêques qui sont effectivement sur cette position - bunker, et vous en avez d'autres qui, au contraire, sont sur une position pragmatique d'adaptation à la société telle qu'elle est. Et, inversement, le breton a pu aussi être utilisé par des secteurs idéologiques totalement différents.

Les sardinières de Douarnenez, pendant leur grande grève, qu'est-ce qu'elles chantent ? Elles chantent l'*Internationale* en breton. Les premiers qui déposent des projets dans l'après-guerre pour l'enseignement du breton, c'est les Communistes : c'est Marcel Cachin, c'est Hervé... C'est l'argument qu'on nous dit toujours : ouais, finalement, les langues régionales, c'est des langues réactionnaires. Et la langue française serait au contraire la langue libératrice.

Là, on est d'accord, mais c'est vrai que pour un Breton bretonnant monolingue le salut social passait par l'apprentissage du français ! Ce que je dis, moi : est-ce que ça passait nécessairement par l'élimination du breton ou de l'occitan ? Est-ce qu'il n'est pas possible de trouver un compromis entre les deux ? Regardez ce qui se passe en dehors de l'Europe. Et regardez en Italie. Moi, je suis voisin de l'Italie, enfin, d'origine, vous allez dans un bled tout à fait...

Ahsene Zehraoui

... Je savais bien que vous étiez un Français pas tout à fait net !
(rires)

Philippe Martel

... Vous allez dans un bled piémontais, bon, les gens, ils peuvent parler italiens mais ils parlent piémontais entre eux. Les cadres ! J'avais un copain qui était cadre à la Fiat de Mirafiori. Les cadres, ils commençaient leur réunion de travail en italien, puis après, chtac ! quand ça commençait à chauffer, ils passaient au piémontais. Parce que c'était leur langue. Vous savez, il y a tout un tas de pays où on peut passer d'une langue à l'autre et où on se sent pas obligé d'en choisir une. Et pourquoi on serait obligé de n'en choisir qu'une ?

Alors donc, je répète ce que je disais : pour la première génération, ceux qui sont effectivement monolingues de naissance, je comprends très très bien que, pour eux, le français représentait une libération. Mais comprenez que, par la suite, les autres - ceux qui viennent après - se rendent compte qu'on leur a fait une injustice. Je reviens là-dessus : c'est une injustice qu'on leur a faite. Et une injustice qui n'est pas une injustice gratuite, c'est une injustice visant à formater un certain type de sujets. Il n'y a pas de citoyens, il y a des sujets fondamentalement. Des sujets qui, ensuite, marcheront droit. Et ne critiqueront pas l'État, la société tels qu'ils sont. C'est à ça fondamentalement...

Alors, c'est contradictoire. Parce que ça donne aussi des valeurs, ça donne aussi un savoir, un savoir-faire, l'école. Tout à fait d'accord. Et je répète, hein : les militants ouvriers, ce sont les meilleurs élèves de l'école primaire. Les militants occitans, bretons, tout ça, ce sont d'assez bons élèves de l'école primaire aussi. C'est les deux. Mais, au nom des progrès que l'école a pu amener, au nom des progrès qu'a pu amener l'unification française, il faut toujours voir les contradictions que recèlent ces progrès. Ça va d'un coup, de l'autre.

Oh ! une dernière chose. Un parallèle qui n'a rien à voir : vous êtes un paysan du Pas-de-Calais à la fin du XVIII^e siècle. Vous avez un hectare, vous crevez de faim. La mine ouvre, champagne pour tout le monde ! vous devenez mineur. Effectivement, vous êtes arraché à votre misère. Une génération après, deux générations après, c'est *Germinal*. C'est-à-dire que les fils, les petits-fils de ces paysans misérables du Pas-de-Calais qui sont devenus mineurs, ils s'aperçoivent que, oui, d'accord, ils ne sont plus de misérables paysans, mais ils sont devenus mineurs pas joyeux. Et à ce moment-là, tic-tac tic-tac, ils reviennent pas à la paysannerie, hein ! mais ils commencent à se poser des questions sur le système dans lequel ils vivent, et sur la société dans laquelle ils vivent. Et je crois qu'il faut voir ces contradictions, il faut jouer sur ces contradictions. Ce n'est pas l'exclusion du français... vous avez remarqué que je parle français avec un fort accent de Seine-St Denis, parce que j'y ai vécu pour la plus grande partie de ma vie. Et puis à côté de ça, je parle occitan, et c'est pas triste ! Je change, et on s'adapte, et puis voilà. Lui, il parle berbère, eux ils parlent français...

Ahsene Zehraoui

Et arabe.

Philippe Martel

... et arabe, en plus !

Ahsene Zehraoui

Je parle pas encore le chinois... mais l'occitan je l'apprends, sans problème !

Philippe Martel

Ah ! voilà une bonne idée.

Ahsene Zehraoui

Simplement maintenant pour répondre par rapport aux chartes. Oui, effectivement il y a eu une charte, mais qui n'est pas ratifiée, des langues minoritaires.

Jean-Paul Becvort

Ce qu'il faut dire, c'est que la France l'a signée a minima. C'est-à-dire que sur 92 articles, elle en a signé une trentaine, le minimum. Qui, d'ailleurs, n'est pas ratifiée... elle ne peut pas être ratifiée parce que c'est anticonstitutionnel, tout simplement, dans la mesure où il y a eu une modification en 1992 de l'article 2 de la Constitution qui, dorénavant, précise que la langue de la République est le français... Alors, si on regarde, si on lit les délibérations du Parlement, il y a eu beaucoup d'interventions à ce moment-là en disant : "attention ! vous dites que la langue est le français, mais précisez bien que ça doit être en harmonie avec les langues qu'on appelle administrativement régionales, etc.". On l'a dit, c'est dans les délibérations. On peut les lire. De la même manière, il fut répondu : "ne vous inquiétez pas, d'aucune façon cette mesure ne portera tort aux langues de France, les langues régionales. C'est pour se défendre de l'anglais, etc.". Et, entre parenthèses, ce qui montre qu'ils ne réfléchissent pas beaucoup sur les langues : quand un mot arrive, c'est parce que c'est un concept qui arrive. Et si on prend le mot d'une autre langue, c'est parce qu'on n'a pas créé le concept, nous, il vient d'ailleurs, tout simplement. Et ça s'est toujours pratiqué, en plus. Déjà, en plus c'est stupide comme mesure, mais par contre, ils ont dit que ça ne porterait jamais atteinte aux langues de France, et dans les faits ça ne porte atteinte qu'aux langues de France. Et, pour cette raison-là, cette modification de l'article 2 de la Constitution, pour cette raison-là ! la France ne peut pas ratifier cette charte. De toutes façons, même si elle la ratifiait, vu ce qu'elle a signé, ça ne changerait à peu près rien. Mais il y aurait quand même une avancée conceptuelle, parce que ça voudrait dire que, pour la première fois de son histoire, la France reconnaît sa diversité. Ce qu'elle n'a pas encore fait.

Ahsene Zehraoui

Il faudrait changer la Constitution, puisque c'est l'article 2 qui dit que la langue du peuple de France est le français, donc...

Auditrice 4

Je vais peut-être poser une question idiote, mais, dans la reconnaissance des langues... c'est vrai, bon, on peut parler aussi l'occitan ou autre... Moi, je l'ai jamais appris, j'ai pas envie de l'apprendre, bon, voilà, quoi ! Ben oui ! Mais il m'est arrivé une mésaventure... C'est par rapport à la langue du Droit. C'est la langue parce que la langue de la République, et tout ça... Il m'est arrivé une mésaventure en Italie : je me suis retrouvée chez les flics. Oui. Et donc, après, on m'a demandé de signer une feuille, bon, c'était écrit en italien. Moi j'ai dit : "je comprends pas l'italien, je suis désolée, je signe pas." Donc, qu'à cela ne tienne, on m'amène une traduction. Donc, c'est une langue latine, je regarde un peu les deux, il y avait des choses qui me paraissaient bizarres. Ça me semblait pas la même chose en français qu'en italien. Et moi j'ai dit : "bon, non, ça me satisfait pas." On me demandait pas de signer le truc écrit en français, hein ! Il fallait quand même, en ayant pris connaissance de la traduction, que je signe le texte italien. Moi j'ai dit : "non, je ne signe pas." Moi, je suis désolée, je peux pas signer un texte que je ne comprends pas. Enfin bon, l'histoire s'est arrangée. Mais voilà : je me pose un petit peu la question de la langue du

Droit, dans la mesure où on est amenés, aujourd'hui... Après il y a le passé, tout ça, je sais pas comment... Mais il y a des actes administratifs, donc : quelle est la langue du Droit ? Parce que, moi, on me fera pas signer un texte en occitan : je le comprends pas !

Philippe Martel

Il y a peu de risque.

Auditrice 4

Oui, pour l'heure, il n'y a pas de risque, mais bon... C'est la question qui se pose aussi, finalement, dans la reconnaissance des langues : pourquoi, si la langue est reconnue, il n'y aurait pas des actes juridiques aussi en occitan, en breton, et autre ? Ou, à ce moment-là, les deux sont reconnus, donc... Mais comment peut-on signer un texte qu'on ne comprend pas ? Moi, je peux pas.

Philippe Martel

La France, dans sa sagesse, quand elle a signé la charte machin dont on parlait, avant de la ratifier, elle a soigneusement exclu tout ce genre de dispositions. Et soyons clairs : compte tenu de l'état des langues de France à l'heure actuelle, il y a peu de chances que ça marche. Quand je vais dans un tribunal correctionnel, à la limite, qu'on m'envoie en tôle en français ou en occitan, ça ne me consolera pas beaucoup que ce soit en occitan.

Deuxième chose : il y a eu des grands hurlements sur le thème "après, il y aura des contrats de travail qu'on sera obligé de signer en occitan ou en breton et ça empêchera les non-occitans de venir travailler au sud". Alors, un tout petit chiffre : si on regarde l'origine - je prends la région Provence-Alpes-Côte d'Azur - 70 % des chefs d'entreprise de Provence-Alpes-Côte d'Azur ne sont pas natifs de la région. Ça m'étonnerait beaucoup qu'ils se lancent dans une aventure du style contrat de travail en occitan. Je pense qu'on peut toujours rêver d'un moment - enfin, rêver, il ne vaut mieux pas ! - d'un jour où le peuple occitan en armes établira une frontière entre Montluçon, Vichy et Tain l'Hermitage et où il imposera l'occitan pour tout le monde dans son territoire défendu par une ligne Maginot. On n'en prend pas le chemin, ça ne correspond pas aux volontés de la population, ça ne correspond pas à ma volonté, je vous rassure tout de suite. Je crois que, dans les débats autour de la Charte, puisque c'est de la Charte dont il est question, il y a eu beaucoup d'inquiétudes qui ne se justifiaient pas.

On va nous parler de la Corse. Vous avez vu, vous, *U Ribombu*, l'organe des nationalistes corses, le titre est en corse, tout le reste est en français... Un vrai nationaliste, celui qui veut du pouvoir sur un territoire, la culture, la langue, il s'en fout ! Soyons clair : il s'en fout. Ce qui l'intéresse, c'est le pouvoir, c'est l'État, c'est des flics corses... Alors, la langue corse... S'il a le choix entre avoir une Corse indépendante, une police corse et une armée corse qui foutra la pâtée à l'île d'Elbe, et si la langue corse doit disparaître au passage, il se contentera de mettre du corse partout sur les monuments aux morts et, youkaïdi, tout le monde sera content, personne ne parlera corse. Il ne faut pas avoir peur, comme ça, trop, de ce genre de dérive. Et il ne faut surtout pas interdire, au nom de ce péril potentiel, des mesures simples d'ordre scolaire, médiatique, dans la vie sociale, qui permettraient de constituer des espaces de circulation légitimes pour les langues différentes du français. Je répète ! Moi, je n'ai pas envie d'avoir une déclaration d'impôts en occitan. Par contre, j'aimerais assez que, lorsqu'on décide d'ouvrir un cours d'occitan dans un établissement public, le proviseur et l'inspecteur d'Académie ne répondent pas que c'est ringard et qu'il n'est pas question de faire ça, lui vivant. Parce que, ça, ce genre de truc, on le rencontre, lorsqu'on essaye d'ouvrir des cours d'occitan à droite à gauche. Alors, vous me réglez ce problème, et en échange, je vous promets qu'on ne vous demandera jamais de signer votre arrêt de mort en occitan !

Nadia Touhami

Je voudrais savoir : qu'est-ce qu'il se passe au niveau européen ? La question des langues minoritaires, elle se pose, au niveau européen ? Est-ce qu'il y a des réflexions sur le sujet ? Et puis,

avant de rendre le micro, je voudrais juste faire partager une parabole que j'aime beaucoup et qui m'a beaucoup aidée. Ce sont des propos que j'ai entendus à la télévision, je vous les rapporte. C'est Amin Maalouf, suite à la sortie de son livre *Identités meurtrières*, qui est invité chez Pivot et Pivot lui pose la question, lui dit : "à aucun moment, dans votre livre, on ne voit le mot *racines*". Et Amin Maalouf de lui répondre : "Les racines, ce sont les arbres qui en ont. Les hommes, ce qu'ils ont, eux, ce sont des routes, et ces routes ont des origines."

Ahsene Zehraoui

Très beau, magnifique.

Jean-Paul Becvort

Ce qu'on peut dire, en tous cas, au niveau des langues, c'est qu'il y a de très nombreuses langues qui sont menacées à l'heure actuelle, dans le monde entier...

Philippe Martel

... la moitié.

Jean-Paul Becvort

Je crois qu'il y en a 6 000 qui sont près de disparaître dans les 15 ans à venir. C'est énorme. Et en France, il y a 14 langues qui sont de la responsabilité de la République française, qui en a trouvé 77 selon des critères qui ne sont pas toujours évidents... Et donc, il y en a 14, dont fait partie le breton, dont fait partie le basque, dont fait partie l'occitan... Je parle de langues menacées, parce que l'occitan est menacé de disparition dans les quinze ans à venir, il faut voir les choses clairement ! Il s'agit pas qu'on signe, qu'on aille à la Poste, en occitan ou quoi, il suffit de ne pas refuser aux familles qui veulent que leur enfant apprenne l'occitan, qu'il puisse l'apprendre. Tout à l'heure, il y a quelqu'un qui disait : "nous on s'en fout des langues". On peut se foutre de tout, c'est pas le problème. Après tout, il y a d'autres obsessions dans la vie que les langues. Mais, quand même, on peut réfléchir à ce qu'est une langue. Il y a une magnifique manifestation depuis quelques années à Toulouse, *Prima de las lengas*, où il se pose, avec des gens qui sont au top niveau, des réflexions sur la question de ce qu'est une langue. Et on voit qu'une langue, c'est un outil de la démocratie. Parce que, une langue, c'est un discours. Un discours, c'est un regard particulier sur une situation donnée. Donc, la diversité des langues, c'est la garantie de confrontation, et la garantie de nouvelles synthèses. Moins vous avez de langues, plus vous approchez du *Meilleur des mondes*, c'est-à-dire que vous approchez de systèmes de pensée unique. En fait, la pluralité linguistique est une garantie pour la démocratie.

Ahsene Zehraoui

Mais le modèle... ah, pardon ! que la salle parle ! Laissons la démocratie circuler, la parole démocratique...

Auditeur 3

D'abord, merci pour votre réponse. C'est vrai qu'aussi, à la réflexion, je suis personnellement content d'avoir été élevé en breton, si vous voulez. Donc c'est une richesse que d'autres n'ont peut-être pas eue, effectivement. Ça, pour équilibrer les choses.

Quant aux chiffres donnés tout de suite, là, effectivement, ils sont impressionnants. Quand on voit le nombre de langues, et de langues menacées ! Et c'est vrai. Et c'est dommage qu'on puisse pas tout garder dans l'histoire du monde. Mais on pourra jamais tout garder dans l'histoire du monde ! Plus ça va, moins on pourra. Il y a déjà des grandes discussions actuellement, interminables, sur l'élargissement de l'Europe... le nombre d'interprètes et de traductions qu'il va falloir pour pouvoir faire circuler les mêmes messages à tous les pays en même temps ! Imaginez que les 60 - combien ? - langues françaises, en France...

Jean-Paul Becvort

...77. Est-ce que vous connaissez le budget de la traduction au niveau du budget européen ? Est-ce que vous connaissez son pourcentage ? C'est intéressant. On dit que ce serait un problème si insurmontable ! Vous savez, c'est 0,01 % du budget européen. C'est-à-dire, c'est une foutaise. Ça veut dire que, contrairement à ce que l'on dit, la pluralité linguistique...

Auditeur 3

Sauf que, malgré tout, il y a eu une priorité de faite en faveur des gens qui parlent français, allemand et anglais et qui ont les textes immédiatement, et sont immédiatement au courant. Si vous parlez bulgare, ça sera déjà plus difficile. Mais je pense quand même qu'il faut être un peu réaliste : j'ai un peu peur parfois, dans des luttes dont je partage le fond, pour les langues, qu'elles ne soient pas très réalistes. Qu'elles ne prennent pas en compte le coût économique que ça représente, d'une part, et surtout, qu'elles oublient une chose importante, c'est que les trois quarts de ces langues ne sont portées par aucune culture. Ne sont plus portées par une culture. Et une langue qui n'est plus portée par une culture est une langue qui se meurt d'elle-même ! Vous n'y pouvez rien !

Jean-Paul Becvort

Vous pouvez préciser ? C'est quoi, une langue qui n'est pas portée par une culture ? Est-ce que vous pouvez préciser votre pensée, s'il vous plaît ?

Auditeur 3

Vous me dites qu'il y a 67 langues...

Jean-Paul Becvort

77. C'est la DGLF qui a compté qu'il y avait 77 langues en France.

Auditeur 3

Alors, je voudrais savoir si, dans ces 77... le basque - encore que, le basque, il est peut-être plus gardé, comme l'alsacien - mais, le breton ou l'occitan, déjà la culture ou la production culturelle de ces langues n'est plus ce qu'elle était ! Déjà. Et, quant aux autres langues dont vous parlez... La culture, c'est un ensemble de choses qui n'est pas uniquement une activité intellectuelle, mais qui est également un partage de vie, un parler de tous les jours. C'est vrai que, vous aurez beau faire, ces langues se parlent très peu, ou dans des circuits très restreints.

Dominique Barrès

J'aimerais dire quelque chose, si c'est possible... Je n'ai pas pris la parole jusqu'à maintenant. Moi, ça me fait mal d'entendre ça. Je côtoie des personnes de ma famille qui parlent le gascon tous les jours. Qui pensent en gascon, qui dorment en gascon, et pour ces gens-là... C'est insupportable, ce que vous dites-là, ce n'est pas possible. *(réponse de l'auditeur 3, hors micro)*
Pardon. Ce que je veux dire, simplement, c'est que ça fait mal, c'est tout.

Auditeur 3

Mais c'est la réalité qui fait mal !

Dominique Barrès

Ce qui est intéressant, c'est la mise en parallèle entre la légitimité de gens qui sont des exclus parmi l'immigration, qui sont chez nous, ici - qui sont en quête d'un devenir parce qu'ils ont une perte de projection, du fait qu'il n'y a pas la reconnaissance de leur existence - ... et, quelque part, ce qui est demandé dans les régions qui réclament aussi une légitimité de la reconnaissance de leur identité, c'est également la capacité à se projeter dans le futur. Dans une famille, quand il n'y a pas la transmission de cette culture, ce dont vous parliez, il y a une perte de projection, et les gens s'en vont, ils partent ailleurs. Ils vendent leur maison. Vous voyez, il y a une relation entre le fait de la transmission de cette culture et le fait de se projeter.

Ahsene Zehraoui

Oui, il y a un monsieur, là, qui veut s'exprimer. Un monsieur barbu.

Auditeur 5

Je crois que, parmi les 77 langues dont on parle, elles ont en tous cas dans la majorité une culture. C'est en particulier des langues qui sont parlées par des peuples qui vivent en Guyane et en Nouvelle Calédonie, et qui ont, même s'ils vivent de manière un peu différente de nous... Enfin, il y a quelque chose qui me semble assez gênant dans ce que vous dites, je crois qu'il y a quelque chose... c'est penser langue - État. Vous ne l'avez pas dit, hein ! mais j'ai ressenti dans ce que vous avez dit que du moment qu'on a une langue, on a un État. Il me semble qu'il y a eu une assimilation. En tout cas, vous tendez vers, et c'est tout à fait normal puisque c'est comme ça qu'on a été éduqués ici. Venant de ce pays-là, la France, on est éduqué "une langue - un État", et on fait l'assimilation totale langue - État. Que vous pensiez comme tout le monde, dans ce sens-là, ça me paraît tout à fait normal, mais ça me semble gênant, parce que ça ne tient pas compte du fait qu'énormément de langues n'ont pas d'État, et dont la culture ne veut pas d'État ! C'est une manie européenne, et en particulier française, de vouloir un État, c'est une mauvaise manie, je pense, mais bon, elle n'est pas partagée par tout le monde ! Il faut essayer de sortir de ce piège-là, et il me semble qu'on pourra aussi accepter l'autre, et les autres...

Auditeur 6

Pour prolonger l'intervention précédente, j'ai été assez surpris des mots de notre ami breton qui semble dissocier la langue et la culture. J'ai cru entendre, si je reprends les termes "il y a des langues qui ne sont pas portées par une culture". Ça voudrait donc dire qu'il y a des cultures et qu'il y a des langues. Et ça me semble assez surprenant parce que...

Ahsene Zehraoui

Je crois qu'il voulait dire : "une langue qui n'a pas beaucoup de locuteurs". J'ai l'impression...

Auditeur 6

D'accord. Si je modifie les termes, et donc si je reprends comme ça, même ça, c'est surprenant ! puisque la qualité d'une langue ou d'une culture ne se mesure pas au nombre de locuteurs. Sinon, on a qu'à aller qu'au supermarché : il n'y a pas grand chose qui se mesure au nombre ! Sauf la production de masse, pour certaines personnes... Mais, ce n'est pas parce qu'il y a une langue parlée par une seule personne, que cette langue est à condamner. C'est pas une raison pour ne pas essayer... le rôle de l'État, c'est de prendre en compte toutes les perspectives et toute la pluralité de ce qui peut être... Et donc, même s'il y a une langue qui est parlée par une personne, c'est peut-être de s'intéresser. Peut-être que cette seule personne qui parle dans cette langue, ce dernier locuteur, a quelque chose d'intéressant à nous dire. À l'Humanité, même !

Ahsene Zehraoui

Alors, juste un petit mot... Ah, pardon. Il y a le monsieur, là. Non non, je vous en prie...

Jean Vilotte

Jean Vilotte, occitaniste et occitanophone. Je suis une exception, peut-être, je ne sais pas, parce que, moi, j'ai appris le français à l'école, dans le Tarn... et je n'ai pas souvenir d'avoir été puni pour ça. Donc, c'est dire le haut degré de perversion de cette institutrice, quoi ! Et, par contre, ce que je me rappelle, c'est que, en gros 30 ans après, j'ai revu un petit copain qui était arrivé en 58 ou 59, et qui, lui, est arrivé dans un village où personne, de ses petits amis, ne parlait français. Et lui se rappelle très bien de ce qui se passait dans cette école. C'est vrai qu'il me disait : "Je me rappelle très bien que l'institutrice disait *il faut pas parler patois*". Et moi, je me rappelle aussi qu'elle se servait du patois, parce que, moi, l'occitan, j'ai su que ça s'appelait "occitan" quand j'ai passé le bac, après. Avant, personne ne me l'a dit, hein ! Et donc lui, qui était un fils de rapatriés,

qui revenait du Maroc, donc qui, évidemment, n'avait jamais entendu parler occitan, donc lui était complètement étonné de cette situation-là et se rappelle très bien ce qui se passait dans la classe. Il arrivait dans un village où personne ne parlait sa langue, évidemment, il se trouvait dans cette situation... ça, c'est juste une parenthèse.

Moi, sur le débat "intégration - assimilation", je suis pour l'intégration, mais à condition que ça change, car finalement, on parle de l'intégration comme si ça changeait rien. Mais, justement, s'il y a intégration, c'est que quelque part, il faut que ça change la société française aussi. Sinon, ça veut dire qu'il n'y a rien. Mais moi, ce que je trouverais plus judicieux, c'est qu'on milite pour qu'il y ait une intégration civique et une reconnaissance culturelle. Parce que, comme ça, c'est la reconnaissance culturelle qui fait changer les choses. Alors que si on parle d'intégration pour tout, ça veut dire qu'il faut une intégration culturelle, et l'intégration culturelle, c'est évidemment tout ce qu'on a connu, tout ce que Philippe Martel a dit depuis... tout ce que tu as dit tout à l'heure. Donc, moi je crois que c'est : intégration civique et reconnaissance culturelle. Parce que c'est la pluralité qui fait vivre les choses. Et, à propos, tu as parlé tout à l'heure de la *Marche des Beurs* : je trouve qu'en France, droite et gauche, sur cette question de la pluralité, aujourd'hui sous la forme plus médiatique de la décentralisation, en sont à une phase paléolithique !

Dans le concept même de Beur, est-ce que, finalement, ce n'est pas une invention à double tranchant ? Parce que, pendant qu'on parle des Beurs, on identifie cette communauté comme beur, on ne parle pas de l'arabe dialectal et du kabyle, et des différentes autres langues. Donc, je crois que, là aussi, il y a un problème par rapport à ça. Parce que, moi, je ne pense pas que c'est la différence qui doit instituer les relations entre les communautés. Alors "communautés" pas pris au sens français, un sens plus général : ce qui nous est commun. C'est-à-dire ce que les communautés apportent à l'ensemble. Et je crois que, là, il y a une réflexion à faire par rapport à ça, parce que la différence aussi, elle était à la base par exemple des projets de loi de 1981. S'il y a des gens dans la salle qui s'en rappellent, on changeait les virgules du futur texte de loi - qui n'est jamais sorti - où le préambule, c'était le droit à la différence. Je suis contre le droit à la différence.

Ahsene Zehraoui

Oui, c'est plutôt à la différence qu'il faudrait demander le droit.

Jean Vilotte

Moi, je vois pas en quoi on devrait avoir un droit à la différence ! C'est quand même paradoxal, quoi ! Et alors, après, pour proposer quelque chose de plus immédiat et plus... Parce que quelqu'un disait : "Qu'est-ce qu'on peut faire par rapport à ça ?". Moi, je vous signale quelque chose qui va se passer en 2004, à Barcelone, les Catalans organisent un grand rassemblement de toutes les communautés du Monde. De tous les peuples du Monde. Alors, c'est très très bien. Je trouve que c'est une initiative vraiment intéressante, sauf que le problème c'est qu'il faudra choisir, là, je pense, entre une vision nationaliste et une vision pluraliste des choses. Parce que, si les Catalans font ça, vous comprenez bien que c'est pas par hasard. C'est pour eux, se poser un peu comme modèle de cette reconnaissance culturelle, en quelque sorte, en faisant venir les peuples du monde entier à Barcelone, mais dans une optique nationaliste, c'est-à-dire française. Et donc, est-ce que, à Toulouse, les occitanistes, qui sont à l'origine du Forum des Langues, n'ont pas autre chose à faire, c'est-à-dire à promouvoir depuis Toulouse, une autre vision de ces rapports entre langue et culture ? pardon : entre culture et politique ? Parce que, là, finalement, on aura droit à une instrumentalisation de la culture par le politique. Ce qu'on connaît bien ici aussi, en France. Donc, là, je crois qu'il y a un choix entre nationalisme et pas nationalisme. Voilà : en 2004, il y a un grand rendez-vous à Barcelone et donc, à Toulouse, il faudra essayer de proposer, de faire des actions, qui montrent l'autre voie. C'est-à-dire la voie qu'a ouvert Félix Marcel Castan, il y a quelques années.

Ahsene Zehraoui

Oui, juste un mot, peut-être, par rapport à l'intégration civique... Merci, Monsieur, pour un certain nombre de constats que vous venez de faire. Effectivement, l'intégration civique, ça

voudrait dire travailler sur la question de l'égalité des droits. Peut-être, ce qui fait défaut également, et vous avez parlé d'"intégration culturelle"... Je crois que ce qui me frappe dans le paysage français, c'est la difficulté à faire de l'alter-culturalité, c'est-à-dire la reconnaissance réciproque des cultures et des langues. Il y a toujours des cultures, la culture légitime, savante, dominante. Et puis il y a les cultures plus ou moins infériorisées, c'est très difficile d'aller... Alors, il y a des discours, il y a des recherches, ça va dans tous les sens sur l'alter-culturalité. En réalité, l'alter-culturalité - c'est-à-dire les échanges culturels, pour ce qui concerne l'immigration, mais c'est valable pour les autres communautés, ce n'est qu'un révélateur - je crois que c'est, justement : on reconnaît l'apport économique des populations, des *travailleurs immigrés*, on dit. On ne reconnaît pas qu'ils ont une famille, une culture, un passé, une histoire, etc. On les réduit au terme "travail" : travailleurs immigrés. Vous enlevez le mot "travail", il n'y a plus que des étrangers étranges. Immigrés. Là, vous avez effectivement tout à fait raison : le problème de l'immigration, c'est qu'on n'a jamais pris en compte la dimension culturelle. Qui est la réalité : l'apport culturel, pas seulement des immigrations dont on parle aujourd'hui, portugaise, maghrébine, africaine, du Sud Sahara, etc.. Non. Dans le passé, il y a une sorte d'amnésie des origines. Gérard Noiriel, l'historien, a parlé de l'amnésie de la société française à ce qui l'a constitué, au fondement constitutif de ce pays. Alors, on peut montrer les Occitans, on en parlait, mais aussi toutes les autres communautés. Donc, de faire de l'inter-culturalité, c'est apparemment très difficile. Effectivement, quand on reconnaît l'autre tel qu'il est, ce qu'il est, et qu'on reconnaît qu'il apporte quelque chose non pas en négatif mais en positif... Lévi-Strauss disait : "Il n'y a pas de culture qui ne doive quelque chose à une autre.". Et je conclus rapidement sur ça, je dirais simplement : on parlait des langues... je crois que je prendrai cette phrase d'un diplomate africain, mais il me pardonnera - s'il est décédé, en tout cas, sa mémoire - il pardonnera d'avoir oublié son nom... il disait : "Chaque fois qu'un vieillard meurt chez nous, c'est une bibliothèque qui disparaît". Et moi je pense que, chaque fois qu'une langue disparaît, c'est l'Humanité qui est amputée.

Je terminerai sur l'inter-culturalité par une petite histoire : ça se passe en 2050. Ça se passe aux États Unis. Il y a un Noir, super bien sapé, américain, chaussures brillantes, costume, cravate, etc. Et puis il y a deux Blancs, qui ont des balais... Et puis, quand ils voient les deux Noirs, ils se mettent à danser. Et puis un des deux Noirs dit à l'autre : "C'est fou ce que les Blancs ont le sens du rythme !".

Jean-Paul Bécvort

Ce que je vous propose c'est de conclure momentanément avec cette phrase d'Ahsene Zehraoui. On a vu que ces débats sont nécessaires, les esprits sont vifs, se passionnent, on y reviendra, parce que c'est avec ce type de débat, ce type de festival qu'on bâtit demain, qu'on réfléchit à quel type de société on veut bâtir, et sans sujet tabou, notamment dans le domaine culturel. Donc, ce que je dois vous dire maintenant, c'est que Hafid m'a fait savoir il y a quelques instants que tout le monde était convié à manger s'il le souhaitait, et puis que, peu après, il y aura donc un bal occitano-orientalo-brésilien.